

À Madame ou Monsieur
le Juge de la Mise en État
du Tribunal Judiciaire de Paris

4^{ème} Chambre – 1^{ère} Section
RG n 21/11358
Audience du 13 septembre 2022
Signification du 12 septembre 2022

CONCLUSIONS D'INCIDENT

POUR : La société MOTOROLA SOLUTIONS CREDIT COMPANY LLC,

Ayant pour Avocat :

Le Cabinet KING & SPALDING INTERNATIONAL LLP
Représenté par Maître Vanessa BENICHOU
Avocat au Barreau de Paris
48 bis, rue de Monceau – 75008 Paris
Tél. : 01.73.00.39.00 – Fax : 01.73.00.39.59
Toque : A 305 – vbenichou@kslaw.com

Défenderesse
Demanderesse à l'incident

CONTRE : 1°) Monsieur Murat Hakan UZAN
2°) Monsieur Cem Cengiz UZAN

Ayant pour Avocats :

Le Cabinet FERAL SCHUHL SAINTE MARIE
Représentés par Maîtres Christiane FERAL-SCHUHL et Richard WILLEMANT
Avocats au Barreau de Paris
24, rue Erlanger - 75016 Paris
Tél. : 01.70.71.22.00 - Fax : 01.83.62.07.34
Toque : J106 - cferal-schuhl@feral-avocats.com | richard.willemant@feral.law

Et :

Maître Naïri DJIDJIRIAN
Avocat au Barreau de Paris
65, rue de Prony – 75017 Paris
Tél. : 06.20.08.35.80 – Fax : 01.78.76.59.39
Toque : C1022 – nd@djidjirian-avocats.com

Demandeurs
Défendeurs à l'incident

EN PRESENCE DE :

1°) Le fonds TASARRUF MEVDUATI SIGORTA FONU

Ayant pour Avocat postulant :

Maître Jacques BELLICHACH

Avocat au Barreau de Paris

69 rue Ampère - 75017 Paris

Tél. : 01 44 01 46 48 - jacques@bellichach.fr

Et pour Avocat plaidant :

Le Cabinet GAILLARD BANIFATEMI SHEL BAYA

Représenté par Maîtres Benjamin SIINO et Peter PETROV

Avocats au Barreau de Paris

22 Rue de Londres - 75009 Paris

Tél. : 01 88 40 51 25 - bsiino@gbsdisputes.com et ppetrov@gbsdisputes.com

2°) La société VODAFONE GROUP PUBLIC LTD. CO

Ayant pour Avocat :

Le Cabinet HOGAN LOVELLS

Représenté par Maître Arthur DETHOMAS

Avocat au Barreau de Paris

17 Avenue Matignon - 75378 Paris

Tél. : 01 53 67 47 47 - arthur.dethomas@hoganlovells.com

3°) La société BLACKROCK

Ayant pour Avocat :

Le Cabinet CLIFFORD CHANCE

Représenté par Maître Diego DE LAMMERVILLE

Avocat au Barreau de Paris

1 Rue d'Astorg - 75008 Paris

Tél. : 01 44 05 52 52 - diego.deLammerville@cliffordchance.com

4°) La société DIMENSIONAL FUND ADVISORS LP

Ayant pour Avocat :

Le Cabinet K&L GATES LLP

Représenté par Maître Charlotte BAILLOT

Avocat au Barreau de Paris

116 Avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris

Tél. : 01 58 44 15 00 - charlotte.baillot@klgates.com

- 5°) Monsieur Sezai BACAKSIZ
- 6°) Monsieur Mehmet Serhan BACAKSIZ
- 7°) Monsieur Turhan Serdar BACAKSIZ
- 8°) Monsieur Aydin DOGAN
- 9°) Mme Isil DOGAN
- 10°) Madame Hanzade Vasfiye DOGAN BOYNER
- 11°) Madame Yasar Begumhan DOGAN FARALYALI
- 12°) Monsieur Nihat OZDEMIR
- 13°) Monsieur Batuhan OZDEMIR
- 14°) Monsieur Ebru OZDEMIR KISLALI
- 15°) Madame Türkan SABANCI
- 16°) Monsieur Ömer Metin SABANCI
- 17°) Madame Dilek SABANCI
- 18°) Madame Sevil SABANCI
- 19°) Madame Serra SABANCI
- 20°) Madame Vuslat SABANCI
- 21°) Madame Arzuhan YALCINDAG

Ayant pour Avocat :

Le Cabinet ORRICK RAMBAUD MARTEL
Représenté par Maître Frédéric LALANCE
Avocat au Barreau de Paris
31 Avenue Pierre 1er de Serbie - 75016 Paris
Tél.: 01 53 53 75 00 - flalance@orrick.com

- 22°) Madame Memet Mustafa BUKEY
- 23°) Madame Mme Belgin EGELI
- 24°) Madame Mme Fatma Meltem GUNEL
- 25°) Madame Sülün ILKIN

Ayant pour Avocat :

Le Cabinet DENTONS
Représenté par Maître Séverine HOTTELLIER-DELAGE
Avocat au Barreau de Paris
5 Boulevard Malesherbes - 75008 Paris
Tél. : 01 42 68 48 00 - severine.hotellier@dentons.com

- 26°) Monsieur Asim KIBAR
- 27°) Madame Semiha KIBAR
- 28°) Monsieur Ali KIBAR
- 29°) Madame Aysun KIBAR
- 30°) Monsieur Ahmet KIBAR

Ayant pour Avocat :

Le Cabinet SRDB LAW FIRM
Représenté par Maître Georges SIOUFI
Avocat au Barreau de Paris
122 Rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris
Tél. : 01 53 83 85 30 - georges.sioufi@srdb-lawfirm.com

- 31°) Monsieur Abdulkadir KONUKOGLU
- 32°) Madame Zekeriye KONUKOGLU
- 33°) Monsieur Adil Sani KONUKOGLU
- 34°) Monsieur Sami KONUKOGLU
- 35°) Monsieur Cengiz KONUKOGLU
- 36°) Monsieur Turgut KONUKOGLU
- 37°) Monsieur Fatih KONUKOGLU
- 38°) Monsieur Hakan KONUKOGLU
- 39°) Monsieur Sani KONUKOGLU

Ayant pour Avocat :

Le Cabinet HERBERT SMITH FREEHILLS PARIS
Représenté par Maître Clément DUPOIRIER
Avocat au Barreau de Paris
66 Avenue Marceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 57 70 70 - Clement.Dupoirier@hsf.com

- 40°) Madame Yildiz TINAS, épouse IZMIROGLU
- 41°) Madame Filiz SAHENK
- 42°) Madame Deniz SAHENK
- 43°) Monsieur Ferit SAHENK
- 44°) Madame Fatma Gulgun IZMIROGLU, épouse UNAL
- 45°) Monsieur Zeki ZORLU
- 46°) Monsieur Ahmet Nazif ZORLU
- 47°) Monsieur Olgun ZORLU

Ayant pour Avocat :

Le Cabinet FTPA
Représenté par Maître Serge-Antoine TCHEKHOFF
Avocat au Barreau de Paris
1 Bis Avenue Foch - 75116 Paris
Tél. : 01 45 00 86 20 - satchekhoff@ftpa.fr

48°) Madame Suzan SABANCI
49°) Madame Cigdem SABANCI

Ayant pour Avocat :

Le Cabinet AUGUST DEBOUZY
Représenté par Maître Marie DANIS
Avocat au Barreau de Paris
7 Rue de Téhéran - 75008 Paris
Tél. : 01 45 61 51 80 - mdanis@august-debouzy.com

50°) Monsieur Aziz TORUN
51°) Monsieur Mehmet Mustafa TORUN

Ayant pour Avocat :

Le Cabinet SCAN
Représenté par Maître Selda CAN
Avocat au Barreau de Paris
62 Rue de Maubeuge – 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 80 24 - scan@sc-avocats.com

SOMMAIRE

I.	RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCÉDURE.....	7
A.	Présentation des parties et des condamnations prononcées à l'encontre de la Famille UZAN.....	7
B.	Sur les procédures arbitrales	11
1.	Sur la procédure arbitrale suisse introduite par la société TELSIM	11
2.	Sur la procédure arbitrale engagée par la société MOTOROLA à l'encontre de la République de Turquie	12
C.	Sur le contrat de cession de créances.....	13
D.	sur les procédures engagées en France par la société MOTOROLA	14
1.	Sur les mesures conservatoires entreprises par la société MOTOROLA	15
2.	Sur la procédure d'exequatur	15
3.	Sur les interventions volontaires aux actions en revendication de propriété	16
E.	Sur les procédures engagées en France par Messieurs UZAN	16
II.	DISCUSSION	17
A.	In limine litis, sur l'incompétence des Tribunaux Français.....	17
1.	Sur l'insuffisance du critère de rattachement à la présence des Demandeurs sur le territoire français	17
2.	Sur l'incompétence des juridictions françaises sur le fondement du Code de procédure civile.....	19
3.	Sur l'incompétence des juridictions françaises sur le fondement de l'article 14 du Code civil25	
3.1	Sur le critère de rattachement de l'article 14 du Code civil relatif à la nationalité française.....	25
3.2	Sur l'inapplicabilité de l'article 6§2 du Règlement européen n°1215/2012 du 12 décembre 2012	26
3.2.1	Sur le sens et la portée de l'article 6§2 du Règlement n°1215/2012.....	26
3.2.2	Sur l'absence de domicile des Consorts UZAN sur le territoire français	28
B.	A titre subsidiaire, sur la prescription de l'action des Consorts UZAN	44
C.	A titre infiniment subsidiaire, sur le défaut d'intérêt légitime à agir des Consorts UZAN.....	47
1.	Bref rappel sur la notion d'intérêt légitime	47
2.	En l'espèce, sur l'absence de tout intérêt légitime à agir des Consorts UZAN.....	50

PLAISE AU JUGE DE LA MISE EN ÉTAT

1. Par exploit en date du 19 juillet 2021, Messieurs Murat Hakan UZAN et Cem Cengiz UZAN (ci-après « **Messieurs UZAN** » ou « **les Consorts UZAN** » ou « **les Demandeurs** »), ont assigné la société MOTOROLA SOLUTIONS CREDIT COMPANY LLC (ci-après la société « **MOTOROLA** ») ainsi que 51 autres parties (citées en tête des présentes) devant le Tribunal de céans aux fins de la voir condamner :
 - *in solidum* avec le fonds turc d'assurance des dépôts d'épargne TASARRUF MEVDUATI SIGORTA FONU (ci-après, « **TMSF** ») au versement de la somme de 20.599.523.593 dollars américains (ci-après, « **USD** ») à titre de de dommages-intérêts ;
 - *in solidum* avec TMSF et successivement chacun des 51 autres défendeurs (ci-après « **les autres Défendeurs** ») au versement de la somme de 47.440.476.407 USD à titre de dommages et intérêts, outre 500.000 euros au titre de l'article 700 du Code de procédure civile, ainsi qu'aux entiers dépens.

Ce faisant, les Demandeurs, dont il sera démontré que l'action est manifestement prescrite, ne craignent pas de réclamer devant un Tribunal incompétent le paiement d'une somme colossale de **68 milliards USD** sur le fondement d'un engagement de responsabilité civile délictuelle allégué des défendeurs.

2. Pour les raisons qui seront ci-après exposées, Madame ou Monsieur le Juge de la Mise en État ne pourra que déclarer leur action purement et simplement irrecevable.

I. RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCÉDURE

A. PRÉSENTATION DES PARTIES ET DES CONDAMNATIONS PRONONCÉES A L'ENCONTRE DE LA FAMILLE UZAN

3. La société MOTOROLA est une société de financement appartenant à la société MOTOROLA INC., équipementier majeur sur le marché des télécommunications (**Pièce n°1**).

Messieurs UZAN font, quant à eux, partie, avec leur père Kemal UZAN (collectivement, la « **Famille UZAN** »), de l'une des plus riches et puissantes familles turques, dont les affaires défraient la chronique depuis plusieurs années (**Pièce n°2 a, b et c**).

La Famille UZAN contrôlait à cette époque, directement ou indirectement, plus de 130 sociétés, dont une entreprise de télécommunication dénommée TELSİM MOBİL TELEKOMUNİKASYON HİZMETLERİ A.Ş (ci-après, « **TELSİM** ») et la société RUMELİ TELEFON SİSTEMLERİ A.Ş (ci-après, « **RUMELİ** »).

4. Entre avril 1998 et septembre 2000, la société MOTOROLA a accordé plusieurs prêts à la société TELSİM, initialement destinés à financer l'achat d'infrastructures et d'équipements de télécommunication auprès d'autres sociétés du Groupe MOTOROLA.

C'est ainsi que la concluyente a prêté à la société TELSİM une somme initiale de 360 millions USD, laquelle a été progressivement augmentée pour atteindre 483 millions USD, puis 683 millions USD et enfin une somme totale et globale de **1.975.753.069,14 USD** (ci-après, les « **Prêts** »).

Afin de garantir ces Prêts, la société MOTOROLA a conclu un contrat de nantissement d'actions avec le principal actionnaire de la société TELSİM, à savoir la société RUMELİ, aux termes duquel cette dernière s'est engagée à nantir 51% des actions qu'elle détenait dans la société TELSİM (ci-après, les « **Actions TELSİM** »).

On précisera que l'augmentation du montant des Prêts accordés a été notamment conditionnée par l'augmentation des Actions TELSİM nanties, lesquelles ont été portées à 66%.

5. Entre le 21 juin 2000 et le 6 janvier 2002, la société TELSİM a effectué un remboursement d'un montant de 172.663.752,57 USD et ce, dans le seul but de laisser croire à la société MOTOROLA qu'elle était en mesure de s'acquitter des Prêts qui lui avaient été accordés.

Cependant, force a été de constater qu'à compter du mois de janvier 2002, plus aucun versement n'a été effectué par la société TELSİM, de sorte que le **solde restant dû au titre des Prêts s'élève, hors intérêts, à un montant de 1.803.089.316,57 USD**¹.

6. Constatant que la société TELSİM était dans l'incapacité de rembourser ses Prêts, la société MOTOROLA a découvert que l'opération de financement dans laquelle elle s'était engagée était en réalité une vaste escroquerie orchestrée par la Famille UZAN.

Celle-ci a, en effet, détourné une grande partie de l'argent prêté à des fins personnelles, notamment pour l'acquisition de jets privés, de yachts, d'un hélicoptère et de plusieurs appartements, et utilisé le reste pour renflouer d'autres sociétés qu'elle contrôlait.

7. La découverte de l'ampleur de la fraude commise au détriment de la société MOTOROLA a été retardée en raison de plusieurs facteurs.

D'une part, la Famille UZAN a sciemment fourni de fausses informations financières sur la société TELSİM afin d'obtenir le prêt des fonds supplémentaires, en prétendant de manière fallacieuse qu'un financement avantageux par une tierce partie était imminent.

En effet, il a été révélé que les bilans financiers de la société TELSİM communiqués à l'époque étaient amplement surévalués et que la vente de cette dernière, promise à la société MOTOROLA, n'avait été qu'une supercherie, les offres communiquées à celle-ci ayant été volontairement gonflées ou inventées de toute pièce !

D'autre part, afin de conférer l'apparence d'une sécurité suffisante contre le risque d'insolvabilité, la Famille UZAN a fait en sorte que la société RUMELI, actionnaire majoritaire de la société TELSİM, nantisse la quasi-totalité de ses actions en garantie des Prêts.

Or, au mépris de ses engagements envers la société MOTOROLA, la Famille UZAN s'est employée à retirer secrètement toute valeur économique à cette garantie en triplant le nombre d'Actions TELSİM en circulation et en faisant renoncer la société RUMELI à son droit de souscrire aux actions supplémentaires de la société TELSİM.

Ainsi, les actions nanties au profit de la société MOTOROLA qui représentaient initialement 66% des Actions TELSİM ne représentaient dès lors plus que 22% !

Enfin, alors que la société MOTOROLA avait pris acte du défaut de paiement de la société TELSİM, la Famille UZAN n'a pas hésité, en représailles, à menacer puis à présenter des accusations criminelles substantiellement fausses contre des cadres et hauts dirigeants de la société MOTOROLA et de sa filiale turque.

¹ 1.975.753.069,14 - 172.663.752,57

8. C'est dans ces conditions que le 28 janvier 2002, la société MOTOROLA a assigné la Famille UZAN (comprenant outre les Consorts UZAN, leur père, leur mère et leurs sœurs) ainsi que trois sociétés contrôlées par cette dernière, les sociétés UNIKOM ILETISIM HIZMETLERI PAZARLAMA A.S., STANDART PAZARLAMA A.S. et STANDART TELEKOMUNIKASYON devant le Tribunal Fédéral de première instance du District Sud de l'État de New-York (ci-après, la « **District Court** ») sur le fondement du « Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act », dite loi RICO, aux fins d'obtenir une juste indemnisation en réparation de la fraude perpétrée à son endroit (**Pièce n°3**).

En dépit de l'ouverture subséquente de la procédure de « *Discovery* », la Famille UZAN a délibérément poursuivi ses agissements frauduleux à l'égard de la société MOTOROLA en exigeant de ses avocats qu'ils s'abstiennent de révéler de nombreuses informations et en s'affranchissant notamment des nombreuses injonctions émises par le Juge américain à son encontre.

En effet, ce dernier lui avait expressément ordonné de déposer 73,5% des Actions TELSİM au greffe du Tribunal et de s'abstenir de prendre toute mesure visant à affecter le statut de ces actions nanties au profit de la société MOTOROLA.

Loin de se conformer à ces directives, la Famille UZAN s'est empressée de prendre des mesures en Turquie visant à diluer encore davantage les Actions TELSİM, en particulier en modifiant les statuts de cette dernière, réduisant ainsi les biens affectés en garantie.

L'affront de la Famille UZAN au Tribunal américain a atteint son paroxysme lorsqu'il a été mis en évidence que cette dernière n'avait en réalité aucunement l'intention de comparaître lors des dépositions.

9. C'est dans ces circonstances que, par jugement du 31 juillet 2003 (ci-après, le « **Jugement US de 2003** »), la *District Court* a jugé la demande de la société MOTOROLA bien fondée, en des termes pour le moins sévères à l'égard de la Famille UZAN, dès lors que :

« Toutes les preuves crédibles présentées par-devant le Tribunal prouvent que les défendeurs, en particulier, les membres de la Famille UZAN ont commis une énorme fraude.

Sous le prétexte d'obtenir un financement pour une société turque de télécommunications, la Famille UZAN a détourné plus d'un milliard de dollars de l'argent des demandeurs pour les mettre dans sa propre poche et dans les coffres d'autres entités sous son contrôle.

*En ayant induit frauduleusement les prêts, elle a cherché à faire progresser et à dissimuler son plan à travers une série presque interminable de mensonges, de menaces et de fourberies, entre autres, en déposant de fausses accusations criminelles à l'encontre de cadres de haut niveau américains et finlandais, en diluant et affaiblissant gravement les biens affectés en garantie pour les prêts et en ne respectant pas à maintes reprises les ordonnances rendues par le présent Tribunal » (**Pièce n°4b, p.292**)*

Par ailleurs, après avoir énuméré l'ensemble des fausses déclarations et des faux documents émis par la Famille UZAN pour tenter d'obtenir toujours plus de fonds de la part de la société MOTOROLA, le Tribunal a estimé que :

*« les Demandeurs se sont basés à tort sur les nombreuses déclarations fausses et frauduleuses des défendeurs qui avaient pour objectif de pousser les demandeurs à augmenter leurs prêts initiaux et ultérieurs accordés à Telsim. Ces fausses déclarations étaient, sans exception, suffisamment concrètes. De ce fait, si les demandeurs avaient su la vérité, ils n'auraient jamais accordé de rallonges aux prêts, ni même fait des affaires avec la Famille UZAN » (**Pièce n°4b, p.347**).*

De même, par une analyse très précise et fine des faits de l'espèce, le Tribunal en a déduit que les manœuvres frauduleuses de la Famille UZAN avaient nécessairement été préméditées par celle-ci :

« L'importance et la fréquence de ces détournements qui s'accompagnent notamment de la preuve accablante de l'intention frauduleuse des défendeurs, ont inexorablement conduit à la conclusion selon laquelle les défendeurs avaient l'intention de détourner lesdits fonds depuis le début des transactions en question » (Pièce n°4b, p.347).

Aux termes de ce jugement, le Tribunal a également mis en exergue les manœuvres mises en œuvre par la Famille UZAN pour tenter d'intimider la société MOTOROLA et ses hauts dirigeants, celle-ci n'ayant pas hésité à porter de fausses accusations criminelles à l'encontre de ces derniers :

« En représailles et afin de dissimuler la fraude et d'extorquer des concessions des demandeurs, la Famille UZAN a d'abord menacé de présenter puis a effectivement présenté des accusations criminelles substantiellement fausses contre les cadres supérieurs des demandeurs et de leurs affiliés. (...) »

La présentation de fausses accusations criminelles est une tactique que la Famille UZAN avait déjà utilisée pour extorquer des conditions dans leurs transactions commerciales » (Pièce n°4b, p.355).

10. Dans ces conditions, la *District Court* a condamné les membres de la Famille UZAN, conjointement et solidairement, à lui verser :

- d'une part, la somme totale de 2.132.896.905,66 USD à titre de dommages et intérêts compensatoires, comprenant la somme de 1.803.089.316,57 USD au titre des dommages et intérêts compensatoires ainsi qu'une somme de 329.807.589,09 USD au titre des intérêts antérieurs au Jugement US de 2003 sur les dommages et intérêts ;
- d'autre part, la somme de 2.132.896.905,66 USD à titre de dommages et intérêts punitifs au regard de *« la répréhensibilité de la conduite des défendeurs dans cette affaire » (Pièce n°4b, p.364).* ;

soit un montant total de dommages et intérêts de 4.265.793.811,32 USD (Pièce n°4 a et b).

Elle les a également condamnés pour outrage à magistrats (*« contempt of Court »*), eu égard aux nombreuses violations des ordonnances émises par le Tribunal auxquelles ils n'ont pas cru devoir se conformer.

11. Par arrêt du 22 octobre 2004, la Cour d'Appel Fédérale du *Second Circuit* a confirmé le Jugement US de 2003 en principal.

Elle l'a, en revanche, infirmé concernant les dommages et intérêts punitifs, tout en reconnaissant qu'une telle indemnité devait être accordée à la société MOTOROLA (Pièce n°5).

La Cour d'appel a, en conséquence, renvoyé à la *District Court*, le soin de refixer le montant de ces dommages et intérêts punitifs.

12. Parallèlement, la Famille UZAN a formé un recours contre l'arrêt d'appel précité devant la Cour Suprême des États-Unis, laquelle l'a entièrement rejeté par arrêt du 16 mai 2005 (Pièce n°6).

Les manquements commis par la Famille UZAN ainsi que le montant des dommages et intérêts compensatoires ayant été irrévocablement établis, la *District Court* s'est, par jugement du 8 février 2006, prononcée sur les dommages et intérêts punitifs, dont elle a quelque peu réduit le montant, celui-ci étant ramené à 1 milliard (au lieu des 2,1 milliards préalablement accordés en 2003) (*Pièce n°7*).

Il s'ensuit que le montant de la condamnation totale prononcée à l'encontre de la Famille UZAN s'élève à une somme définitive de **3.132.896.905,66 USD** (*Pièce n°8*) comprenant :

- une somme de 2.132.896.905,66 USD à titre de dommages et intérêts compensatoires et,
- une somme de 1 milliard USD à titre de dommages et intérêts punitifs.

B. SUR LES PROCEDURES ARBITRALES

1. Sur la procédure arbitrale suisse introduite par la société TELSIM

13. Parallèlement à la procédure engagée devant les juridictions américaines, le 5 février 2002, la société TELSIM a déposé une requête d'arbitrage devant le Président de la Chambre de commerce de Zurich, aux fins de voir un Tribunal arbitral se prononcer en faveur du rééchelonnement de ses obligations de remboursement des Prêts consentis par la société MOTOROLA, en raison de la prétendue survenance de catastrophes naturelles et de la situation économique turque.

La société TELSIM estimait ainsi ne pas être en défaut de paiement à l'égard de la société MOTOROLA et sollicitait du Tribunal arbitral qu'il acquiesce au nouveau calendrier de remboursement dont elle avait unilatéralement fixé les termes, considérant que les événements précités constituaient des cas de force majeure ou lui ouvraient droit à une révision des Prêts.

14. Par sentence finale du 13 juin 2005 (ci-après, la « ***Sentence arbitrale*** »), le Tribunal arbitral a rejeté l'ensemble des demandes de la société TELSIM en jugeant qu'aucun cas force majeure n'était caractérisé (*Pièce n°9*).

En conséquence, le Tribunal l'a condamnée à verser à la société MOTOROLA une somme totale de **1.827.318.604,55 USD**, comprenant :

- une somme de 1.678.089.316,57 USD en principal au titre du remboursement des Prêts et,
- une somme de 149.229.287,98 USD au titre des intérêts dus jusqu'au 27 juin 2001.

15. A cet égard, on précisera que soucieux d'éviter une double indemnisation de la société MOTOROLA, le Tribunal arbitral a justement déduit des intérêts réclamés par celle-ci à hauteur de 183.066.031,93 USD « *les paiements reçus des Défenderesses de New York au titre du Jugement de New York d'un montant total de 33.836.743,95 USD* », précisant que les paiements effectués au titre du Jugement US de 2003 devaient « *être affectés en réduction des intérêts contractuels échus en premier* » (*Pièce n°9*, §304 et 314).

Ainsi, le Tribunal arbitral a parfaitement tenu compte des paiements reçus par MOTOROLA au titre du Jugement US de 2003 devenu définitif, de sorte que la somme accordée par la juridiction arbitrale à la société MOTOROLA est nécessairement différente de celle attribuée aux termes du jugement américain précité.

Il ressort d'ores et déjà de ce qui précède, qu'en dépit des accusations véhémentes des Consorts UZAN, la société MOTOROLA n'a manifestement jamais fait fixer par deux fois la même créance et a toujours fait preuve d'une totale transparence quant à l'existence de la procédure américaine engagée à l'encontre de la Famille UZAN.

De plus, la créance de la concluyente n'a absolument pas pu être fixée par deux fois dans la mesure où la procédure américaine ayant donné lieu au Jugement US de 2003 opposait la société MOTOROLA à la Famille UZAN sur le fondement d'une créance de nature **délictuelle** (détournement des fonds prêtés), tandis que la procédure arbitrale suisse l'opposait à la société TELSİM sur le fondement d'une créance d'origine **contractuelle** (non-remboursement du prêt).

16. Par décision circulaire rendue le 27 juin 2005, la Cour Suprême du Canton de Zurich a déclaré la Sentence arbitrale exécutoire (**Pièce n°10**).

Confrontée à cette Sentence arbitrale devenue exécutoire et définitive, la société TELSİM s'est rapprochée de la société MOTOROLA, afin de parvenir à une solution lui permettant de réduire la charge de sa condamnation.

2. Sur la procédure arbitrale engagée par la société MOTOROLA à l'encontre de la République de Turquie

17. Parallèlement aux procédures précitées, la société TELSİM, qui était également redevable de dettes de nature délictuelle à l'égard de la République de Turquie, a vu ses actifs saisis par TMSF en février 2004.

A la suite de cette saisie, le gouvernement turc a fait part de son intention de vendre lesdits actifs, afin d'obtenir un paiement prioritaire des créances qu'il détenait à l'encontre de la société TELSİM et de la Famille UZAN (**Pièce n°11**, §131.8 et 131.9).

La société MOTOROLA y a vu une violation des dispositions protectrices des investisseurs prévues par le traité bilatéral d'investissement conclu entre la Turquie et les États-Unis en 1985 (**Pièce n°12²**) et un risque d'expropriation illégale contraire audit traité dans l'hypothèse où après la vente des actifs précités, il ne resterait plus de fonds pour la désintéresser.

18. Elle a, en conséquence, déposé le 13 octobre 2004, une requête en arbitrage devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (ci-après, le « **CIRDI** ») à l'encontre de la République de Turquie, sur le fondement de ce traité (ci-après, « **l'Arbitrage CIRDI** »), sollicitant sa condamnation à lui verser la somme de 2,5 milliards USD à titre de dommages et intérêts.

Cette demande d'arbitrage a été formellement enregistrée auprès du CIRDI, le 28 décembre 2004, sous la référence ARB/04/21 et le Tribunal arbitral constitué le 18 mai 2005.

² "Article II (...)

2. Each Party shall accord to these investments, once established, and associated activities, **treatment no less favorable than that accorded in like situations to investments of its own nationals** and companies or to investments of nationals and companies of any third country, whichever is most favorable.

3. Investments shall at all times be accorded **fair and equitable treatment** and shall enjoy **full protection and security** in a manner consistent with international law. (...)

Article III 1. Investments **shall not be expropriated or nationalized either directly or indirectly** through measures tantamount to expropriation or nationalization ("expropriation") except for a public purpose; **in a nondiscriminatory manner**; upon **payment of prompt, adequate and effective compensation**; and in accordance with due process of law and the general principles of treatment provided for in Article II(2)".

En cours de procédure et avant qu'une quelconque sentence ne soit rendue, les Parties sont parvenues à un accord transactionnel (*cf. infra*) et ont présenté une demande conjointe de désistement au Tribunal conformément à l'article 43 (1) du Règlement d'arbitrage du CIRDI³ (**Pièce n°13**).

C'est dans ces conditions que le 21 novembre 2005, le Tribunal arbitral a rendu une ordonnance actant du désistement définitif des parties à la suite de l'accord transactionnel conclu entre ces dernières et ci-après évoqué.

C. SUR LE CONTRAT DE CESSION DE CREANCES

19. C'est dans ces circonstances et alors que l'Arbitrage CIRDI était encore pendant que, par acte en date du 28 septembre 2005, la société MOTOROLA a conclu un contrat de cession de créances (ci-après, le « **Contrat de cession** » ou l'« **Accord TELSIM** ») avec la société TELSIM, la société RUMELI et la banque turque BAYINDIRBANK A.S (ci-après, « **la Banque** ») (**Pièce n°14**).

Il convient d'emblée de rappeler qu'à cette date, les sociétés TELSIM et RUMELI étaient déjà placées sous la direction et le contrôle de TMSF⁴. En conséquence, aux termes de ce Contrat, TMSF ainsi que la République de Turquie sont intervenus en qualité de « *bénéficiaires tiers* » (**Pièce n°14, art. 12**).

20. Ceci étant précisé, le Contrat de cession a entendu régir le sort des créances que détenaient la société MOTOROLA ainsi que leur recouvrement, au titre des Prêts accordés à la société TELSIM.

En effet, au titre de ces Prêts, la société MOTOROLA :

- a transféré à la Banque la créance contractuelle qu'elle détenait à l'encontre de la société TELSIM pour un montant de **1.729.366.315,64 USD**.

Ce montant correspondait à la compensation opérée entre le solde restant dû au titre des Prêts, à savoir la somme de 1.803.089.316,57 USD, et une créance de 73.723.000,99 USD que la société MOTOROLA avait cédée à un tiers en 2004 ;

- a reçu, en contrepartie, une somme forfaitaire de **500 millions USD de la Banque**,
- s'est vue octroyée le droit de percevoir **20 % du produit de la vente des actifs de la société TELSIM** dans le cas où cette vente se réaliserait à un montant supérieur à 2,5 milliards USD.

En contrepartie de ces transferts et versements, la société MOTOROLA a renoncé à diverses actions judiciaires et arbitrales.

Elle a ainsi, en particulier :

- renoncé à toute action en paiement des créances impayées à l'encontre de la société TELSIM en vertu des Prêts souscrits par cette dernière ;

³ "Rule 43: Settlement and Discontinuance:

(1) If, before the award is rendered, the parties agree on a settlement of the dispute or otherwise to discontinue the proceeding, the Tribunal, or the Secretary-General if the Tribunal has not yet been constituted, shall, at their written request, in an order take note of the discontinuance of the proceeding".

⁴ Pièce n°14, art. 6.2: "With respect to Tefsim, Rumeli, Assignee and the Corporate Defendants, all of which are currently under the management and control of TMSF (...)".

- accepté de se retirer et de renoncer à l'Arbitrage CIRDI qu'elle avait initié le 13 octobre 2004 et à l'ensemble des réclamations, demandes, créances, prétentions, procédures et poursuites sur lesquelles il était fondé.

21. Par ailleurs, la société MOTOROLA demeurant créancière à l'égard de la Famille UZAN d'une somme de plus de 3 milliards USD en vertu du Jugement US de 2003, lequel portait sur les fraudes et escroqueries commises par celle-ci, les parties au Contrat de cession ont également entendu définir et délimiter le périmètre de leurs droits de recouvrement, afin d'éviter tout chevauchement et tout litige éventuel quant aux droits de chacune.

C'est ainsi que la société MOTOROLA s'est réservée le droit de poursuivre l'exécution du Jugement US de 2003 à l'encontre des membres individuels de la Famille UZAN et des actifs détenus directement ou indirectement par eux dans le monde entier, à l'exception de quatre territoires définis comme des « *Territoires Restreints* », à savoir la Turquie, le Kazakhstan, la République turque de Chypre du Nord et la Pologne.

Pour sa part, en sa qualité de bénéficiaire tiers du Contrat de cession, TMSF se réservait tout droit de recouvrement sur les sociétés turques liées à la Famille Uzan (ci-après, les « **Sociétés** »).

En conséquence, et afin de ne pas interférer avec celui-ci, la société MOTOROLA a renoncé à l'égard de TMSF à « *faire valoir aucune réclamation, aucun droit, ni aucune créance susceptible d'interdire ou d'interférer avec la vente en République de Turquie par TMSF de toute société liée aux Uzans ou de ses actifs et de ne pas contester les résultats de cette vente* ».

22. Ainsi, il ressort de ce qui précède, que l'objet de ce Contrat de cession n'était en réalité que de mettre fin à diverses procédures judiciaires et arbitrales engagées entre les Parties, moyennant finance, et à délimiter les droits de recouvrement de chacune d'elles, afin de prévenir et d'éviter toute contestation ultérieure.

Voir dans ce Contrat une quelconque forme de collusion relève du fantasme.

D. SUR LES PROCEDURES ENGAGEES EN FRANCE PAR LA SOCIETE MOTOROLA

23. C'est dans ce contexte que la société MOTOROLA a tenté de recouvrer les sommes qui lui étaient dues sur l'ensemble des territoires, à l'exclusion des « *Territoires Restreints* », dans lesquels la Famille UZAN était susceptible de détenir des actifs.

Ainsi, outre de nombreuses actions menées sur le territoire américain, la société MOTOROLA a diligenté des procédures d'exécution en Angleterre, dans les Bermudes, en Israël, à Guernesey, sur l'Île de Man, en Allemagne, à Hong-Kong, en Jordanie, en Suisse et à Singapour– lesquelles juridictions ont toutes accordé l'exequatur du Jugement US de 2003.

Informée de l'existence d'actifs détenus par la Famille UZAN sur le territoire français, la société MOTOROLA y a engagé plusieurs procédure, à compter de l'année 2017, aux fins de tenter de recouvrer sa créance.

On relèvera ainsi d'ores et déjà que la présente procédure par laquelle les Consorts UZAN réclament le versement par la société MOTOROLA d'une somme colossale de 68 milliards USD intervient, très opportunément, dans un contexte dans lequel cette dernière tente de recouvrer sa créance sur le territoire français.

Cette parfaite coïncidence ne doit rien au hasard, Messieurs UZAN instrumentalisant la présente procédure aux seules fins de faire échec aux tentatives de recouvrement de la société MOTOROLA sur le territoire français.

1. Sur les mesures conservatoires entreprises par la société MOTOROLA

24. Aux termes de longues recherches, la société MOTOROLA est parvenue à localiser plusieurs actifs appartenant à la Famille UZAN sur le territoire français, l'incitant à solliciter du Juge de l'exécution près le Tribunal de céans l'autorisation d'effectuer une saisie conservatoire sur les comptes de Monsieur Murat Hakan UZAN.

Par ordonnance du 19 décembre 2017, ce dernier l'a autorisée à « *pratiquer une ou plusieurs saisies conservatoires [...] sur tous biens mobiliers, ou toutes sommes, effets, titres ou valeurs inscrits sur tout compte bancaire ou compte-titre ouvert au nom de Monsieur Murat Hakan UZAN* » (**Pièce n°15**).

En dépit de ses recherches poussées, la société MOTOROLA n'a pu identifier à cette époque aucun compte bancaire actif en France au nom de Monsieur Murat Hakan UZAN.

C'est ainsi que, le 19 mars 2018, l'ordonnance précitée est devenue caduque en application de l'article R. 511-6 du Code des procédures civiles d'exécution⁵, sans que la concluyente n'ait pu garantir de quelque manière que ce soit le paiement de sa créance.

2. Sur la procédure d'exequatur

25. Parallèlement, par exploits des 20 avril et 17 mai 2018, la société MOTOROLA a assigné la Famille UZAN⁶ ainsi que Monsieur Antonio BETANCOURT, la société UNIKOM ILETISIM HIZMETLERI PAZARLAMA A.S., la société STANDART PAZARLAMA A.S. et la société STANDARD TELEKOMUNIKASYON BILGISAYAR HIZMETLERI A.S. devant le Tribunal de céans aux fins de voir reconnaître le caractère exécutoire du Jugement US de 2003 sur le territoire français.

Dans le cadre de cette procédure, Messieurs Murat Hakan et Cem UZAN, seuls à comparaître, n'ont eu de cesse de multiplier les incidents de procédure dilatoires allant même jusqu'à formuler une demande de transmission de Question Prioritaire de Constitutionnalité (« QPC ») après trois ans de procédure et deux jours avant l'audience de clôture.

On précisera immédiatement que cette demande de transmission de QPC a été rejetée par le Juge de la Mise en État du Tribunal de céans par ordonnance du 11 décembre 2020 (**Pièce n°16**). Par un arrêt du 16 avril 2021, la Cour d'appel de Paris a, de son côté, déclaré irrecevable l'appel-nullité formé par Monsieur Murat Hakan UZAN à l'encontre de cette ordonnance (**Pièce n°17**).

Il s'ensuit que les Consorts UZAN n'ont ainsi eu de cesse de déployer des trésors d'imagination dans le cadre de la procédure d'exequatur précitée, en entreprenant abusivement de multiples démarches dilatoires dans le but de la retarder de manière éminemment abusive.

⁵ « L'autorisation du juge est caduque si la mesure conservatoire n'a pas été exécutée dans un délai de trois mois à compter de l'ordonnance ».

⁶ Celle-ci comprenant Messieurs Murat Hakan et Cem UZAN, leur père, Monsieur Kemal UZAN, leur mère, Madame Melahat UZAN et leur sœur, Madame Aysegul AKAY

26. Nonobstant ces manœuvres dilatoires, le Tribunal de céans a, par jugement du 22 septembre 2021, après avoir analysé chacun des arguments développés par les parties, ordonné l'exequatur du Jugement US de 2003 sur le territoire français (**Pièce n°18**).

Il a en sus condamné les Consorts UZAN à verser à la société MOTOROLA une somme de 10.000 euros au titre de l'article 700 du Code de procédure civile, outre les entiers dépens de l'instance.

Par déclaration du 24 septembre 2021, ils ont interjeté appel de ce jugement, cette procédure étant actuellement pendante devant la Cour d'appel de Paris.

3. Sur les interventions volontaires aux actions en revendication de propriété

27. Dans le cadre de ses recherches, la concluyente a également été informée de l'existence de deux actions en revendication de propriété qui avaient été introduites par Monsieur Murat Hakan UZAN et qui visaient à voir reconnaître son droit de propriété sur deux biens immobiliers, situés respectivement 33 Grande Rue à Chambray (27120) et 32 avenue Foch à Paris (75116), acquis par l'intermédiaire de deux prête-noms, Messieurs DAGDELEN et PERKSU.

La société MOTOROLA est intervenue volontairement dans le cadre de ces procédures introduites devant les Tribunaux Judiciaires d'Évreux et de Paris.

Par jugement du 12 janvier 2021, le Tribunal Judiciaire d'Évreux, après avoir déclaré recevable l'intervention volontaire de la société MOTOROLA, a débouté Monsieur UZAN de son action en revendication et subséquemment la concluyente de ses actions en simulation et paulienne (**Pièce n°19**).

En revanche, par jugement du 2 avril 2021, le Tribunal de céans a, quant à lui, jugé que Monsieur UZAN était le véritable propriétaire du bien sis 32 avenue Foch - 75116 Paris (**Pièce n°20**).

Ces deux jugements ont fait l'objet de procédures d'appels, lesquelles sont actuellement pendantes devant les Cours d'appel de Paris et de Rouen.

E. SUR LES PROCEDURES ENGAGEES EN FRANCE PAR MESSIEURS UZAN

28. Alors que la procédure d'exequatur initiée en France par la société MOTOROLA était encore en cours et dans une énième tentative d'entrave à son aboutissement, les Consorts UZAN ont multiplié les procédures judiciaires à l'encontre de la société MOTOROLA.

C'est ainsi que par exploit du 29 janvier 2021 ils l'ont assignée devant le Tribunal de céans aux fins de la voir condamnée au versement de dommages et intérêts pour un montant de près de **140 millions d'euros** sur le fondement de prétendus abus de droit soi-disant commis en France et à Singapour (**Pièce n°21**)⁷.

29. Poursuivant leur acharnement à l'encontre de la société MOTOROLA, Messieurs UZAN l'ont de nouveau assignée en paiement d'une somme colossale de **68 milliards USD** aux côtés de TMSF et de 50 autres Défendeurs, par exploit du 20 août 2021, l'accusant de collusion frauduleuse avec TMSF.

Il s'agit de la présente procédure.

⁷ Cette instance est actuellement pendante devant le Tribunal de céans sous le n° de RG 21/05467.

Ils n'hésitent pas à réclamer la condamnation solidaire de la société MOTOROLA et de TMSF au versement, d'une part, d'une somme de 20.599.523.593 USD à titre de dommages-intérêts « *au titre des actifs des Sociétés dont les détails n'ont pas été divulgués* » et, d'autre part, d'une somme totale de 47.440.476.407 USD avec successivement chacun des 51 autres Défendeurs « *au titre de la captation des actifs des Sociétés dont la cession a été rendue publique* », outre le versement de 500.000 euros au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

Pour les raisons ci-après exposées, Madame ou Monsieur le Juge de la Mise en État ne pourra que déclarer irrecevables l'ensemble des demandes et prétentions des Demandeurs.

II. DISCUSSION

- 30.** Persévérant dans leur entreprise de fraude au détriment de la société MOTOROLA, les Consorts UZAN l'ont assigné devant le Tribunal de céans, lequel est cependant manifestement incompétent pour connaître de leur action en responsabilité délictuelle fondée sur un prétendu dommage survenu et subi intégralement en Turquie (**A**).

Par ailleurs, les faits sur lesquels se fondent les Demandeurs étant manifestement prescrits (**B**) et ceux-ci ne justifiant pas du moindre intérêt légitime à agir (**C**), leur action ne pourra qu'être déclarée irrecevable.

A. IN LIMINE LITIS, SUR L'INCOMPETENCE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS

- 31.** Conformément à l'article 74 alinéa 1^{er} du Code de procédure civile, la société MOTOROLA entend soulever *in limine litis* l'incompétence du Tribunal de céans pour connaître de la présente action en responsabilité délictuelle introduite par les Consorts UZAN qui ne tiennent aucun compte des règles de compétence applicables et tentent vainement de justifier de la compétence des juridictions françaises au seul motif qu'ils seraient prétendument domiciliés sur le territoire français.

En effet, après avoir rappelé que leur seule présence sur le territoire national ne constitue pas un critère de rattachement suffisant pour fonder la compétence des Tribunaux français (**1**), il sera démontré que les critères de rattachement qu'ils invoquent sur le fondement des articles 42 et 46 du Code de procédure civile (**2**) ainsi que de l'article 14 du Code civil (**3**) n'attribuent pas compétence aux Juridictions françaises mais, au contraire, à des juridictions étrangères.

1. Sur l'insuffisance du critère de rattachement à la présence des Demandeurs sur le territoire français

- 32.** Il est constant que les Tribunaux français sont territorialement compétents dès lors que les chefs de compétence interne se réalisent sur le territoire national, en particulier, la localisation du domicile du défendeur.

À ce titre, conformément à la maxime latine « *actor sequitur forum rei* », la règle de principe veut que le tribunal compétent soit celui du domicile du défendeur, cette norme traditionnelle ayant été consacrée par les articles 42 et 43 du Code de procédure civile.

- 33.** Dans ces conditions, le seul critère de rattachement correspondant à la présence du demandeur sur le territoire français, même si celui-ci y détient un domicile, est insuffisant pour attribuer compétence à une juridiction⁸.

⁸ CA Saint-Denis de la Réunion, 1^{er} mars 2013, n° 13/00136

C'est ainsi que la jurisprudence considère, en matière délictuelle, que « *le domicile du demandeur ne constituait pas un critère licite de compétence territoriale* » et notamment lorsque le défendeur dispose d'un domicile ou d'une résidence connue⁹.

La jurisprudence est constante en ce sens : « *le domicile du demandeur n'étant pas un critère de l'article 46 du Code de procédure civile* », ce texte n'offre pas une telle option au requérant¹⁰.

34. De même, le Règlement européen n° 1215/2012 du 12 décembre 2012, dit Règlement Bruxelles I bis, dispose qu'en matière délictuelle, la compétence revient aux juridictions du lieu où le fait dommageable s'est produit ou risque de se produire.

Or, la Cour de cassation, faisant sienne l'interprétation de la Cour de Justice de l'Union Européenne (ci-après, « **CJUE** »), a jugé par arrêt du 8 avril 2021, que la notion de lieu de survenance du fait dommageable « *ne vise pas le lieu où la victime prétend avoir subi un préjudice patrimonial consécutif à un dommage initial survenu et subi par elle dans un autre État contractant, ni le lieu du domicile du demandeur où serait localisé le centre de son patrimoine, au seul motif qu'il y aurait subi un préjudice financier [...]* ».

Ce faisant, la Haute Juridiction a pu décider que « *si les juridictions du domicile du demandeur peuvent être compétentes, au titre de la matérialisation du dommage allégué, [...], c'est à la condition qu'il existe d'autres points de rattachement concourant à attribuer une compétence à ces juridictions* »¹¹.

En conséquence, et à défaut d'autres fondements, la juridiction du lieu du demandeur, saisie uniquement au regard de cette domiciliation, doit nécessairement se déclarer incompétente.

35. Or, en l'espèce, force est de constater que l'unique critère de rattachement qui pourrait relier Messieurs UZAN aux juridictions françaises serait leur prétendue présence sur ce territoire, étant immédiatement précisé qu'ils ne démontrent pas même y être domiciliés, et ne cessent d'ailleurs d'évoquer leur « *résidence* », laquelle constitue une notion distincte de celle de domicile comme il sera ci-après démontré.

Aucun autre critère de rattachement n'est en effet localisé en France.

Au contraire, les liens de rattachement évoqués par les Demandeurs sont exclusivement localisés à l'étranger, à savoir en Turquie « *où sont survenus les dommages résultant des fautes commises par TMSF, MOTOROLA et les autres défendeurs, par la captation frauduleuse des actifs des Sociétés* » (Assignation, §153).

En effet, les tentatives de Messieurs UZAN de soutenir qu'ils auraient subi un préjudice en France consistant en la privation, au lieu de leur prétendue résidence fiscale, des fruits qu'auraient produits ces Sociétés sont parfaitement vaines, le lieu de manifestation du fait dommageable ne pouvant se confondre avec celui du centre de leur patrimoine.

En conséquence, en l'absence de tout autre critère de rattachement, hormis la prétendue présence des Demandeurs sur le territoire français, le Tribunal de céans est manifestement incompétent.

Il plaira à Madame ou Monsieur le Juge de la Mise en État le dire et juger et déclarer le Tribunal de céans incompétent pour connaître de ces actions.

⁹ TGI Marseille, 18 octobre 2010, n°09/11688

¹⁰ TGI Nanterre, 11 janvier 2005, n°04/06020 ; TGI Marseille, 13 novembre 2017, n° 17/02678

¹¹ Cass. com., 8 avril 2021, n° 19-16.931

36. A toutes fins utiles, il sera également démontré que les fondements successivement invoqués par les Consorts UZAN ne permettent pas de retenir la compétence des juridictions françaises, mais au contraire, celles de juridictions étrangères.

2. Sur l'incompétence des juridictions françaises sur le fondement du Code de procédure civile

a) Sur l'incompétence des juridictions françaises au titre de l'article 42 alinéa 3 du Code de procédure civile

37. L'article 42 alinéa 1^{er} du Code de procédure civile pose le principe selon lequel la juridiction territorialement compétente est, sauf disposition contraire, celle du **lieu où demeure le défendeur**.

L'article 42 alinéa 3 du Code de procédure civile, dont les dispositions dérogent à l'alinéa 1^{er}, dispose :

« Si le défendeur n'a ni domicile ni résidence connus, le demandeur peut saisir la juridiction du lieu où il demeure ou celle de son choix s'il demeure à l'étranger ».

Cette disposition permet ainsi à un demandeur, lorsque le défendeur n'a pas de domicile connu – le texte ne faisant pas de distinction selon un domicile situé en France ou à l'étranger – et seulement en ce cas, de saisir à sa guise, la juridiction compétente située dans le ressort de son domicile, ou s'il réside à l'étranger, la juridiction de son choix.

38. En dépit de la clarté de ces dispositions, les Demandeurs soutiennent pour les seuls besoins de la cause, que « les défendeurs demeurant à l'étranger », ils seraient fondés à « saisir le Tribunal Judiciaire de Paris, juridiction de leur choix » (Assignment, §137).

Une telle interprétation toute particulière et purement opportuniste défie toute logique.

En effet, si cette disposition s'appliquait au défendeur demeurant à l'étranger, comment pourrait-elle en même temps s'appliquer à un défendeur dont on ne connaît ni le domicile ni la résidence ?

Le sens évident de cette disposition est d'offrir une option de compétence uniquement au profit du demandeur, si et seulement si **le défendeur n'a ni domicile ni résidence connus**, en autorisant le requérant à saisir :

- la juridiction du lieu où il demeure s'il est domicilié en France,
- la juridiction de son choix s'il demeure à l'étranger.

D'ailleurs, tant la jurisprudence que la doctrine adoptent la même analyse et considèrent que le pronom personnel « il » ne peut désigner que le demandeur, la doctrine autorisée rappelant explicitement que « l'article 42, alinéa 3 (...) confère au demandeur (...) la possibilité de saisir la juridiction française du lieu où il demeure (si sa demeure se trouve en France) ou "celle de son choix s'il demeure à l'étranger". Il lui donne donc un choix. Ce choix est explicitement offert **au demandeur demeurant à l'étranger** »¹².

Cette interprétation est également partagée notamment par la Cour d'appel de Paris.

¹² Fasc. 31 – Compétence « privilégiée » des tribunaux français ou compétence fondée sur la nationalité française de l'une des parties – Code civil, articles 14 et 15, A. Huet, 3 Juillet 2018, §41

A titre d'illustration, saisie par des demandeurs domiciliés aux États-Unis, elle a jugé, aux termes d'un arrêt du 12 octobre 1994, que la juridiction compétente devait être déterminée « *au regard des dispositions de l'article 42 al. 3 (...), lesquelles permettent au demandeur domicilié à l'étranger de saisir la juridiction de son choix si le défendeur n'a ni domicile ni résidence connus* »¹³, de sorte que le Tribunal de Grande Instance de Créteil était compétent à l'encontre d'un défendeur dont le domicile leur était inconnu.

Plus récemment, la même Cour a confirmé cette analyse en rappelant, par un arrêt du 22 février 2019, que l'article 42 alinéa 3 permettait à la société demanderesse « *ayant son siège à l'étranger de choisir la juridiction française de son choix* », ce texte ne « *pouvant jouer que si "le défendeur n'a ni domicile, ni résidence connus"* », ce qui n'était pas le cas dans l'espèce visée¹⁴.

La Cour de cassation a pour sa part entériné cette position en jugeant que la faculté accordée par l'article 42 alinéa 3 à un demandeur « *de saisir la juridiction du lieu où il demeure ne permet pas à une personne morale ayant son siège social en France d'assigner le défendeur devant une juridiction autre que celle du lieu où se trouve ce siège* »¹⁵.

39. Ceci étant précisé, pour que la juridiction du lieu où demeure le demandeur soit compétente en vertu de l'article 42 alinéa 3 du Code de procédure civile, il est nécessaire que le domicile et la résidence éventuelle des défendeurs soient réellement inconnus dudit demandeur¹⁶.

Or, dès lors que le défendeur dispose, par exemple, d'un siège social situé à l'étranger qui ne peut être ignoré du demandeur, aucune dérogation au principe général ne trouve à s'appliquer.

C'est ainsi que par un arrêt du 25 juin 2013, la Cour d'appel de Paris a relevé que l'article 42 alinéa 3 ne permettait pas au demandeur d'attirer devant les juridictions françaises une société de droit danois alors que cette dernière n'était pas « *sans domicile connu* »¹⁷ puisque son siège social était situé au Danemark.

De même, la Cour d'appel de Versailles a jugé, aux termes d'un arrêt en date du 13 mai 2014, que le demandeur ne pouvait soutenir que le défendeur n'avait pas de domicile connu dans la mesure où le siège social de ce dernier « *était immatriculé au greffe du tribunal de commerce de Nanterre selon extrait Kbis levé le 13 janvier 2013* »¹⁸.

On citera également deux affaires dans lesquelles l'application de l'article 42 alinéa 3 a été rejetée dès lors que le demandeur connaissait parfaitement « *le domicile et les coordonnées* » d'une défenderesse domiciliée en Suisse¹⁹, ou encore que le défendeur disposait d'un domicile connu puisqu'il était « *domicilié à Santa Olaje de la Ribera dans la Province de Leon, en Espagne, de sorte que M. X n'a pas l'option de compétence ouverte en application de l'article 42 alinéa 3 du code de procédure civile* »²⁰.

40. En l'espèce, les Demandeurs invoquent les dispositions de l'article 42 alinéa 3 du Code de procédure civile pour tenter de fonder la compétence des juridictions françaises.

Ce fondement est néanmoins incompréhensible alors qu'ils ont eux-mêmes pris soin d'assigner la société MOTOROLA en son siège social situé aux États-Unis.

¹³ CA Paris, 12 octobre 1994, JurisData : 1994-023591

¹⁴ CA Paris, 22 février 2019, n° 17/14719

¹⁵ Cass. civ. 2^{ème}, 17 Mai 2001, n° 99-20.282

¹⁶ CA Montpellier, 14 février 2006, n° 05/02206

¹⁷ CA Paris, 25 juin 2013, n° 44/02001

¹⁸ CA Versailles, 13 mai 2014, n° 13/08506

¹⁹ TGI Nanterre, 2 juin 2015, n° 14/04065

²⁰ CA Bordeaux, 8 février 2021, n° 20/04076

L'assignation qu'ils lui ont signifiée précise d'ailleurs très clairement les coordonnées de son siège social « *sis Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Willmington, 19801 New Castle (ÉTATS UNIS D'AMÉRIQUE)* ».

Plus encore, ils produisent le certificat d'incorporation de la société MOTOROLA sur lequel figure expressément l'adresse de son siège social.

Il en résulte que non seulement la société MOTOROLA dispose d'un « *domicile connu* », mais surtout ils en ont parfaitement connaissance.

En conséquence, en s'estimant fondés à saisir le Tribunal de céans au seul motif que « *les défendeurs demeureraient à l'étranger* », les Demandeurs méconnaissent manifestement les termes de l'alinéa 3 de l'article 42 du Code de procédure civile, cette disposition n'étant nullement applicable en l'espèce, dès lors que le siège social de la société MOTOROLA leur est parfaitement connu.

41. Ainsi, en l'absence de toute dérogation possible, seules les dispositions de l'article 42 alinéa 1^{er} du Code de procédure civile sont applicables.

A cet égard, comme précédemment indiqué, ce texte attribue, par principe, compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le domicile du défendeur, ajoutant que s'il y a plusieurs défendeurs, le demandeur pourra saisir la juridiction du lieu où demeure l'un d'eux.

Or, en l'occurrence, la société MOTOROLA est une société de droit américain dont le siège social est situé aux États-Unis. Quant aux autres défendeurs, ceux-ci sont à l'unanimité domiciliés **soit aux États-Unis, soit au Royaume-Uni, soit encore en Turquie.**

En conséquence, **seules les juridictions américaines, anglaises ou turques** sont compétentes en application de cette disposition et en aucun cas, les juridictions françaises.

42. **Il plaira à Madame ou Monsieur le Juge de la Mise en État le dire et juger et déclarer le Tribunal de céans incompetent pour connaître de la présente action.**

b) Sur l'incompétence des Tribunaux français au titre de l'article 46 du Code de procédure civile

43. Bien conscients de la faiblesse de leur argumentation, Messieurs UZAN invoquent également les dispositions de l'article 46 du Code de procédure civile pour tenter de justifier de la compétence du Tribunal de céans.

Or, ce texte offre au demandeur une option de compétence en matière délictuelle en lui permettant de saisir à son choix, outre la juridiction du lieu où demeure le défendeur, la juridiction du lieu du fait dommageable ou celle dans le ressort de laquelle le dommage a été subi.

44. A cet égard, la CJUE a eu l'occasion de préciser, aux termes d'un arrêt du 16 juin 2016²¹, que la notion de « *lieu du fait dommageable* » constituait une règle de **compétence spéciale** et devait, à ce titre, être interprétée de manière autonome et **stricte**.

En conséquence, cette notion ne peut être interprétée de façon extensive « *au point d'englober tout lieu où peuvent être ressenties les conséquences préjudiciables d'un fait ayant déjà causé un dommage effectivement survenu dans un autre lieu* »²².

²¹ CJUE, 16 juin 2016, aff. C-12/15, *Universal Music International Holding*

²² CJUE, 16 juin 2016, aff. C-12/15, *Universal Music International Holding*

En particulier, cette notion ne peut viser « **le lieu où la victime prétend avoir subi un préjudice patrimonial consécutif à un dommage initial survenu et subi par elle dans un autre État contractant, ni le lieu du domicile du demandeur où serait localisé le centre de son patrimoine, au seul motif qu'il y aurait subi un préjudice financier résultant de la perte d'éléments de son patrimoine intervenue et subie dans un autre État contractant** »²³.

45. Cette jurisprudence a également été adoptée par les juridictions françaises.

C'est ainsi que dès 1990, la Cour de cassation précisait que la juridiction dans le ressort de laquelle le dommage a été subi s'entendait du lieu où le dommage était survenu et **non du lieu où « ont pu ultérieurement être mesurées les conséquences financières des agissements allégués »**²⁴.

De même, plus récemment, plusieurs Cours d'appel ont rappelé que « **la notion de "lieu où le fait dommageable s'est produit ou risque de se produire" ne peut être interprétée comme étant celui où la perte financière se matérialise, en l'absence d'autre élément de rattachement** »²⁵.

En particulier, par un arrêt du 19 décembre 2018, la Cour d'appel de Paris a confirmé que « **le ressort dans lequel le dommage a été subi ne doit pas être confondu avec celui dans lequel ont été ultérieurement ressenties ses conséquences financières** »²⁶.

46. Plus précisément, dans une affaire dans laquelle le demandeur prétendait avoir acquis des parts sociales en vertu d'actes conclus au Maroc, par des parties toutes domiciliées à Rabat, la Cour d'appel de Versailles a, par arrêt du 27 mars 2008, rejeté la compétence des juridictions françaises aux motifs que « **la compétence territoriale du tribunal de Nanterre ne peut pas être justifiée par le seul fait que l'un des demandeurs, se domicilie à Boulogne Billancourt [...], alors que [...] les titres prétendument détournés au profit de Monsieur X ont fait l'objet de transferts au Maroc** »²⁷.

De même, par un arrêt du 8 avril 2021²⁸, la Cour de cassation, confirmant une jurisprudence européenne constante, a également considéré qu'un préjudice financier se réalisant directement sur un compte bancaire ouvert en France et appartenant à un demandeur domicilié en France ne permettait pas d'attribuer compétence aux juridictions françaises en l'absence « **d'autres points de rattachement concourant à attribuer compétence** » à cette juridiction.

La Haute Juridiction a d'ailleurs réitéré ce principe par un arrêt du 12 mai 2021²⁹.

47. En l'espèce, les Consorts UZAN font une distinction tout à fait opportune entre :

- les dommages survenus en Turquie et résultant des prétendus agissements frauduleux des Défendeurs,
- et les dommages prétendument subis en France postérieurement à la vente des actifs des Sociétés dont les Demandeurs étaient actionnaires.

²³ CJCE, 19 septembre 1995, C-364/93, *Antonio Marinari* ; CJCE, 10 juin 2004, C-168/02, *Rudolf Kronhofer*

²⁴ Cass. civ. 2^{ème}, 28 février 1990, n° 88-11.320

²⁵ CA Colmar, 29 janvier 2021, n° 20/01233

²⁶ CA Paris, Pôle 19 décembre 2018, n° 17/20652

²⁷ CA Versailles, 27 mars 2008, n° 07/03935

²⁸ Cass. com., 8 avril 2021, n°19-16.931

²⁹ Cass. civ. 1^{ère}, 12 Mai 2021 – n° 19-23.383 : « *De façon générale, le lieu de survenance du dommage ne correspond au lieu où le demandeur détient son patrimoine qu'en présence de circonstances particulières rendant prévisible la compétence des juridictions du lieu en question* ».

Ils considèrent en effet qu'« *au moins une partie* » de leur préjudice financier aurait été subi en France dans la mesure où ils estiment avoir été privés des fruits de l'activité des Sociétés et être victimes, chaque année, d'une privation de dividendes qu'ils auraient pu escompter (*Assignment*, §128).

Pour seule justification, ils ne craignent pas d'affirmer qu'ils exerceraient sur le territoire français « *leur "activité" en qualité de bénéficiaires économiques des Sociétés* » en tant que personne physique ayant leur « *résidence* » en France, ce qui n'est nullement le cas comme il sera ci-après démontré.

A suivre leur raisonnement, ce prétendu dommage subi en France et inventé de toute pièce leur permettrait d'attribuer compétence aux juridictions françaises pour connaître « *de l'entier litige, au titre de l'ensemble des préjudices subis* ».

Cependant, Madame ou Monsieur le Juge ne sera pas dupe des artifices ainsi mis en œuvre pour tenter de soumettre, coûte que coûte, leur action aux juridictions françaises.

48. Ainsi, on notera tout d'abord que les arrêts qu'ils évoquent à l'appui d'une telle position ne sont absolument pas pertinents.

En effet, l'arrêt de la Cour de cassation du 11 juin 1997 (*Assignment*, p.29) a été rendu dans le cadre d'une affaire opposant deux sociétés françaises et relative à la vente de tissus défectueux, défauts qui ont été constatés par des clients dans deux villes françaises différentes, à savoir Paris et Lille.

Dans ces conditions, on comprend aisément que la Cour de cassation ait confirmé que le Tribunal de Grande Instance de Paris était fondé à se déclarer compétent pour connaître des défauts apparus aussi bien à Paris qu'à Lille.

Tel n'est manifestement pas le cas en l'espèce.

Quant à l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 22 janvier 2017 (*Assignment*, p.29), celui-ci concernait l'action d'un syndicat professionnel relative à la violation, par une société française, des règles du repos dominical dans plusieurs villes du territoire français, ces faits étant de nouveau totalement étrangers au présent débat.

49. Ceci étant précisé, l'argumentation des Consorts UZAN visant à attribuer artificiellement compétence aux juridictions françaises ne saurait prospérer et ce, à plusieurs titres.

En premier lieu, et comme il vient d'être démontré, il est constant que le lieu de survenance du fait dommageable tel que prévu par l'article 46 du Code de procédure civile ne vise pas le lieu où le demandeur prétend avoir subi un préjudice patrimonial ni même le lieu de son domicile où serait localisé le centre de son patrimoine.

Or, force est de constater qu'en l'occurrence, le préjudice invoqué par Messieurs UZAN réside dans leur prétendu gain manqué, à savoir la soi-disant perte d'opportunité de continuer à percevoir les bénéfices des Sociétés.

Il s'agit donc d'un préjudice purement patrimonial dont le lieu de survenance ne saurait correspondre au lieu du prétendu centre de leur patrimoine.

En second lieu, ils soutiennent que leur qualité d'actionnaires s'exercerait en France, en raison de leur prétendue présence sur ce territoire.

A cet égard, il convient de rectifier d'emblée cette allégation totalement fallacieuse.

En effet, Messieurs Murat Hakan et Cem UZAN déclarent résider en France respectivement depuis les 3 septembre 2009 et 3 septembre 2014.

Or, les cessions litigieuses des actifs des Sociétés dont ils étaient, selon leurs propres écrits, les bénéficiaires économiques ultimes, et ayant entraîné la perte de leur qualité d'actionnaires sont intervenues au cours de l'année 2005.

Il s'ensuit qu'à la date de leur arrivée en France, ils n'avaient, d'évidence, plus la qualité d'actionnaires dont ils se prévalent aujourd'hui et ce respectivement, depuis près de 4 et 9 ans (!).

Dans ces conditions, il est particulièrement erroné d'affirmer que « *le dommage a bien été et est toujours subi en France* » (*Assignment*, §129).

En réalité, à leur arrivée sur le territoire national, ils n'avaient plus la qualité d'actionnaires des Sociétés turques cédées et ce, depuis plusieurs années.

Aucun préjudice n'a donc été subi par ces derniers de ce chef en France, ceux-ci n'ayant jamais perçus de dividendes en provenance de ces Sociétés sur ce territoire.

Et pour cause, si Messieurs UZAN y avaient véritablement subi un tel préjudice, il ne fait nul doute qu'ils auraient introduit leur action dès leur prétendue installation en France.

- 50. En dernier lieu**, les Demandeurs se contentent d'affirmer qu'ils résideraient fiscalement en France sans verser le moindre élément de preuve de nature à étayer cette allégation.

Ainsi, on ne voit aucunement quel serait le lien de rattachement entre le préjudice allégué et le territoire français dans la mesure où celui-ci résulterait de la prise de contrôle et de la cession en Turquie, par un fonds d'assurance turc des dépôts d'épargne, des actifs de sociétés de droit turc, initialement détenus par des nationaux turcs initialement détenus par des nationaux turcs résidant en Turquie.

Le siège social de la concluyente à qui les Demandeurs imputent également l'initiative d'une telle cession étant situé aux États-Unis, il ne permet pas davantage de caractériser un quelconque lien avec le territoire français.

Dans ces conditions, aucun élément tangible ne permet de caractériser l'existence d'un préjudice subi par Messieurs UZAN sur le territoire national de sorte que les dommages invoqués, à les supposer démontrés, se localiseraient en tout état de cause exclusivement sur le territoire turc.

Il s'ensuit que même à considérer que les Demandeurs seraient présents en France pour des raisons d'ordre fiscal comme ils l'exposent eux-mêmes, les Tribunaux français ne seraient nullement compétents pour connaître de la présente action.

- 51. En conséquence, en application de l'article 46 du Code de procédure civile, les juridictions françaises ne sont pas compétentes pour connaître de la présente action, faute d'élément de rattachement avec la France.**

Les juridictions compétentes pour connaître d'une telle action seraient, au choix des Demandeurs :

- les juridictions américaines, turques ou anglaises en tant que lieu où demeure l'un des Défendeurs ;
- les juridictions turques en tant que lieu de réalisation du dommage ;
- les juridictions turques en tant que lieu où le dommage a été subi.

Il plaira à Madame ou Monsieur le Juge de la Mise en État le dire et juger et déclarer le Tribunal de céans incompetent en l'espèce.

3. Sur l'incompétence des juridictions françaises sur le fondement de l'article 14 du Code civil

52. Enfin, en désespoir de cause et bien conscients que les dispositions des articles 42 alinéa 3 et 46 du Code de procédure civile ne permettent pas d'attribuer compétence aux juridictions françaises, les Demandeurs tentent de se rabattre sur l'article 14 du Code civil (!), cette disposition n'étant nullement applicable en l'espèce et ce, à plusieurs titres.

En effet, les conditions d'application de l'article 6§2 du Règlement européen n°1215/2012 du 12 décembre 2012 n'étant manifestement pas réunies en l'espèce (3.2), l'article 14, qui ne bénéficie qu'aux demandeurs de nationalité française (3.1), est totalement inapplicable.

3.1 Sur le critère de rattachement de l'article 14 du Code civil relatif à la nationalité française

53. L'invocation de l'article 14 du Code civil par les Consorts UZAN – qui se présentent eux-mêmes comme étant « *certes de nationalité étrangère* » (Assignment, §134) – ne manque pas de surprendre dès lors que ce texte instaure un privilège de juridiction au profit des juridictions françaises et en faveur des **nationaux français**.

Celui-ci dispose en effet que :

*« L'étranger, même non résidant en France, pourra être cité devant les tribunaux français, pour l'exécution des obligations par lui contractées en France **avec un Français** ; il pourra être traduit devant les tribunaux de France, pour les obligations par lui contractées en pays étranger envers des Français ».*

54. Ainsi, cette disposition autorise un demandeur de **nationalité française** à attirer son adversaire étranger devant les tribunaux français, étant immédiatement précisé que la présence en France d'un étranger ne lui permet nullement d'invoquer un tel privilège de juridiction.

La Cour de cassation a eu l'occasion de le rappeler à maintes reprises en affirmant que seule « *une partie dont la nationalité française n'est pas discutée* », « *peut bénéficier du privilège de juridiction prévu à l'article 14 du Code civil* »³⁰ ou encore que « *le privilège de juridiction édicté par [l'article 14] a pour seul fondement la nationalité française du demandeur* »³¹.

Ce principe est invariablement repris par l'ensemble des juridictions³².

De même, la doctrine n'a de cesse d'énoncer que l'article 14 du Code civil traduit l'idée que les Tribunaux français sont les Juges naturels des Français et qu'un « *privilège de juridiction est accordé au Français au regard de sa nationalité* »³³.

55. En l'occurrence, il est constant que Messieurs UZAN ne bénéficient pas de la nationalité française, de sorte que l'article 14 leur est totalement inapplicable.

³⁰ Cass. civ. 1^{ère}, 28 juin 1989, n° 88-10.842

³¹ Cass. civ. 1^{ère}, 6 décembre. 1988, n° 87-13.884

³² CA Lyon, 18 novembre 2011, n° 11/04002 ; CA Versailles, 20 octobre 2016, n° 16/01945 ; Cass. civ. 1^{ère}, 25 juin 2002, n° 00-16.968

³³ Fasc. 31 – Compétence privilégiée des tribunaux français ou compétence fondée sur la nationalité française de l'une des parties – Code civil, articles 14 et 15

Il s'ensuit que l'invocation de l'article 14 du Code civil a pour seul et unique fondement la nationalité française du demandeur, l'article 6§2 du Règlement européen n°1215/2012 du 12 décembre 2012 ne modifiant en rien cette conclusion, comme il sera ci-après démontré.

3.2 Sur l'inapplicabilité de l'article 6§2 du Règlement européen n°1215/2012 du 12 décembre 2012

56. Sachant pertinemment que l'article 14 du Code civil leur est inapplicable, compte tenu de leur nationalité étrangère, Messieurs UZAN prétendent néanmoins pouvoir bénéficier de cette disposition en raison de leur prétendue « *résidence* » sur le territoire français.

Ils invoquent, en effet, l'article 6§2 du règlement européen n°1215/2012 du 12 décembre 2012, lequel dispose que :

*« Toute personne, quelle que soit sa nationalité, **qui est domiciliée sur le territoire d'un État membre**, peut, **comme les ressortissants de cet État membre**, invoquer dans cet État membre contre ce défendeur les règles de compétence qui y sont en vigueur et notamment celles que les États membres doivent notifier à la Commission en vertu de l'article 76, paragraphe 1, point a) ».*

Cependant, après avoir exposé la portée exacte de cette disposition (3.2.1), il sera démontré que celle-ci est manifestement inapplicable en l'espèce, compte tenu de l'absence de tout domicile des Demandeurs sur le territoire français (3.2.2).

3.2.1 Sur le sens et la portée de l'article 6§2 du Règlement n°1215/2012

57. Avant tout développement, il convient de s'attacher à la terminologie employée par les institutions européennes dans le cadre de la rédaction de l'article 6§2 du Règlement européen 1215/2012.

En effet, celles-ci ont voulu permettre aux personnes domiciliées sur le territoire d'un État membre de pouvoir invoquer **les règles de compétence applicables aux ressortissants de cet État membre– et non aux nationaux**, ces deux notions étant quelque peu différentes, comme l'a précisé à maintes reprises, la jurisprudence française³⁴.

Et pour cause, si elles avaient souhaité permettre de manière générale à toute personne domiciliée sur le territoire d'un État membre d'invoquer les règles de compétence applicables à leurs nationaux, elles l'auraient clairement précisé, comme elles ont pu le faire dans le cadre du Règlement européen n°2201/2003 du 27 novembre 2003³⁵, lequel dispose, en son article 7, que « *tout ressortissant d'un État membre qui a sa résidence habituelle sur le territoire d'un autre État membre peut, **comme les nationaux de cet État**, y invoquer les règles de compétence applicables dans cet État contre un défendeur qui n'a pas sa résidence habituelle dans un État membre* ».

³⁴ CAA Paris, 18 Décembre 2001, n° 98PA04334 : « ***Nationaux et ressortissants, qui ne sont pas dans des situations analogues, fassent l'objet de traitements différents*** ». Etant d'ores et déjà précisé que si le Conseil d'État (CE 10^{ème} et 9^{ème} sous-sections réunies, 27 juin 2005 n°251766) a annulé l'arrêt d'appel, ce n'est que parce que la juridiction d'appel n'avait pas recherché si la différence de traitement était ou non assortie de justifications objectives et raisonnables que la décision a été annulée. Pour autant, les Juges du Palais Royal n'ayant pas remis en cause l'existence d'une différence de situation entre les nationaux et ressortissants étrangers, seul élément faisant l'objet de la présente démonstration.

³⁵ Règlement relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale

Tant l'esprit que la lettre de l'article 6§2 du Règlement européen n°1215/2012 étaient donc bien d'exclure les règles de compétences fondées sur la seule nationalité des parties, comme l'a parfaitement compris la doctrine³⁶.

Cependant, ce texte permettait également aux États membres de notifier les règles de compétence qu'ils souhaitaient voir appliquer dans le cadre de cette disposition.

A ce titre, l'État français a notifié les articles 14 et 15 du Code civil.

58. Néanmoins, cette notification ne remet pas en cause l'esprit du texte précité dans la mesure où bien avant l'adoption de ce Règlement, les étrangers domiciliés sur le territoire français pouvaient déjà invoquer les dispositions des articles 14 et 15 du Code civil, à condition qu'ils aient été « **admis à domicile** », ce statut, aujourd'hui abrogé, se substituant alors à la **naturalisation**³⁷.

Dans ces conditions, seuls étaient admis à invoquer les articles 14 et 15 du Code civil, les étrangers à ce point domiciliés sur le territoire français qu'ils étaient assimilés aux nationaux français dans la mesure où ils y avaient établi durablement le centre de leurs intérêts patrimoniaux, professionnels, familiaux et culturels de sorte que leur intégration y était effective et réelle.

59. C'est dans cet esprit et ce contexte historique que lors de l'adoption du Règlement européen précité, l'État français a notifié les articles 14 et 15 du Code civil pour l'application de l'article 6§2, lequel ne s'applique qu'aux « **personnes domiciliées sur le territoire d'un État membre** ».

Or, cette notion de domicile renvoie nécessairement à une **interprétation stricte** et fait d'ailleurs écho au statut des étrangers « **admis à domicile** », c'est-à-dire en voie d'être naturalisés.

60. Retenir une autre interprétation reviendrait à attribuer une compétence quasiment universelle aux juridictions françaises sur la base de l'article 14 du Code civil.

Il suffirait en effet qu'un étranger s'établisse sur le territoire français pendant plusieurs mois pour assigner n'importe quelle partie étrangère sur le fondement de cette disposition.

Telle n'est cependant pas la vocation de cette dernière, comme l'a parfaitement rappelé la Cour d'appel de Paris, dans son arrêt du 24 novembre 2020, en ces termes : « *cette règle de compétence dérogatoire fondée sur un for de nécessité ne vise pas à donner une compétence universelle au juge français mais à s'appliquer en l'absence de critère ordinaire de compétence territoriale lorsqu'il est justifié d'un rattachement de l'instance au territoire français* »³⁸.

61. Or, force est de constater qu'en l'espèce, Messieurs UZAN prennent soin d'éluder le principal critère d'application de ce texte, fondé sur le domicile du demandeur sur le territoire d'un État en énonçant laconiquement qu'ils auraient « **tous leur domicile en France depuis plusieurs années** » (Assignation, §134), sans aucune autre démonstration.

Et pour cause, ceux-ci ne justifient d'aucun domicile sur le territoire français.

³⁶ JCI Droit international, Fasc. 3001 – Convention de Bruxelles. Conventions de Lugano. – Règlements (CE) n° 44/2001 et (UE) n° 1215/2012 – Points de divergence, §20 : « *L'esprit du texte est d'écarter les privilèges de juridiction tels que ceux prévus par les articles 14 et 15 du Code civil français* ».

³⁷ N. Guimezanes, Fasc. 523 – Condition des étrangers en France. – Introduction, §29

³⁸ CA Paris, 24 novembre 2020, n° 20/04780

3.2.2 Sur l'absence de domicile des Consorts UZAN sur le territoire français

62. Après un bref rappel des principes juridiques applicables, il sera démontré que Messieurs UZAN ne sont nullement domiciliés sur le territoire français, de sorte que la principale condition d'application de l'article 6§2 du Règlement européen n°1215/2012 n'est pas remplie.

a) Principes juridiques relatifs à la caractérisation du domicile

63. Conformément à l'article 62 du Règlement européen précité, le domicile est défini par la loi interne du pays de la juridiction saisie dès lors que la partie en cause est domiciliée dans cet État.

En effet, si ce Règlement adopte une définition autonome de la notion de domicile s'agissant des personnes morales, le domicile des personnes physiques relève en revanche du droit national³⁹.

64. Il est donc constant que pour déterminer si une partie est domiciliée sur le territoire français, le Juge français doit faire application de la définition française du domicile⁴⁰, prévue à l'article 102 du Code civil, laquelle relève du pouvoir souverain d'appréciation des Juges du fond.

A cet égard, l'article 102 du Code civil définit le domicile comme le lieu où la personne a son principal établissement, entendu par la doctrine comme « *le lieu où elle a transporté, en même temps que sa demeure, le centre de ses affaires et le siège de sa fortune* »⁴¹.

La jurisprudence a également précisé les contours de cette notion, considérant que le lieu où une personne a fixé son principal établissement implique qu'elle y demeure « *de façon pérenne et y ait rattaché le centre de ses intérêts* »⁴².

C'est ainsi que par un arrêt du 25 février 2014, la Cour d'appel de Paris a considéré que le principal établissement au sens de l'article 102 précité « *comportait un **élément matériel**, la réalité de l'installation dans un lieu déterminé, et un **élément intentionnel**, la volonté de se fixer dans ce lieu, eu égard à ses centres d'intérêts et ses attaches familiales* »⁴³.

Dès lors, la détermination du domicile constitue une question de fait⁴⁴, la doctrine précisant que le « *domicile résulte des faits et des circonstances* »⁴⁵, celui-ci étant apprécié à la lumière d'un faisceau d'indices concordants.

65. Les Consorts UZAN sont naturellement conscients de leur absence de domiciliation sur le territoire français, ceux-ci évoquant tout au long de leur assignation leur « *résidence* » et non leur « *domicile* » en France, produisant à cet égard des « *justificatifs de résidence* » (**Pièces adverses n°1 et 2**).

³⁹ JCI Droit international, Fasc. 640 – Convention de Bruxelles - Conventions de Lugano - Règlement (CE) n° 44/2001 - Règlement (UE) n° 1215/2012 – Interprétation, §105

⁴⁰ CA Versailles, 12 Mars 2020, n° 19/02701

⁴¹ L. Bennet, *Le domicile des étrangers en France*, Toulouse, 1923

⁴² CA Paris, 16 mai 2018, n° 17/20599 ; CA Paris, 17 mars 2021, n° 20/05574

⁴³ CA Paris, 25 février 2014, n° 12/1875

⁴⁴ CA Paris, 28 juin 1985, JurisData : 1985-024244 ; CA Limoges, 3 décembre 2020, n° 19/00260

⁴⁵ H. Chavanes, *Du domicile*, Paris, 1863

Or, ces notions sont totalement différentes, le domicile se distinguant de la résidence en ce que celle-ci se définit comme « *le lieu où la personne vit effectivement et habituellement de manière stable* »⁴⁶, la seule présence d'un élément matériel suffisant donc à la caractériser.

Il s'ensuit que, comme l'a rappelé le Tribunal de commerce de Paris aux termes d'un jugement en date du 19 novembre 2015, « *une simple résidence se mue en domicile lorsqu'elle revêt une certaine **durée**, accompagne une **activité professionnelle**, s'anime d'une **vie familiale** ou se conforte de **relations sociales** ou **d'activités culturelles*** » de sorte qu'il convient de rechercher où se trouve le centre des intérêts de la personne « *à la lumière de ses liens professionnels, familiaux, sociaux ou culturels* »⁴⁷.

Ainsi, il est constant que le domicile « *ne se confond pas avec la résidence et encore moins avec un lieu temporaire de séjour* »⁴⁸.

En effet, si une personne est susceptible d'avoir **plusieurs résidences**, le **domicile demeure en revanche unique**.

Le principe d'unicité du domicile est unanimement retenu par la doctrine, laquelle considère que « *s'il y a plusieurs établissements, le domicile est au principal* », dans la mesure où il est essentiel afin de « *prévenir les erreurs et les fraudes* »⁴⁹, les textes ne reconnaissant pas le concours de deux domiciles⁵⁰.

Tel est par exemple le cas de l'article 43 du Code de procédure civile, lequel invite à considérer le lieu où demeure une personne physique à son domicile ou, à défaut, sa résidence.

Plus encore, certains auteurs rattachent la notion de domicile à un principe de sincérité, selon lequel le domicile doit être « *réel et sérieux et non pas fictif et frauduleux* »⁵¹, le choix du domicile dans un lieu donné devant refléter l'intention réelle de la personne de s'y établir sans pour autant avoir été effectué dans le but de se soustraire à des règles de compétence.

66. S'agissant tout particulièrement des étrangers établis en France, les juridictions françaises doivent examiner si, au fait de l'habitation réelle en France, l'étranger a joint l'intention d'y fixer son principal établissement⁵².

A cet égard, la doctrine considère que ce n'est pas le fait d'avoir un domicile légal en France, mais plutôt le fait de n'en avoir aucun à l'étranger qui est susceptible d'attribuer compétence aux tribunaux français de sorte que l'étranger doit être établi en France sans esprit de retour dans son pays d'origine⁵³.

En effet, il est constant que celui qui abandonne son pays natal et fixe son domicile à l'étranger ne désire pas nécessairement « *rompre les liens juridiques qui l'unissent à sa première patrie* » dans la mesure où, le plus fréquemment, il « *conserve pour elle un attachement loyal et sincère, et n'a qu'un désir : celui d'y retourner au plus vite* »⁵⁴.

⁴⁶ CA Versailles, 26 septembre 2019, n° 16/07640

⁴⁷ T. Com. Paris, 19 novembre 2015, n° 2014008048

⁴⁸ CA Nîmes, 1 octobre 2015, n° 15/00087

⁴⁹ H. Chavanes, *Du domicile*, Paris, 1863, cit.

⁵⁰ A. Ancelle, *Du domicile*, Paris, 1875

⁵¹ G. Levasseur, *La détermination du domicile en droit international privé français*, Paris, 1931

⁵² G. Levasseur, *La détermination du domicile en droit international privé français*, Paris, 1931, cit.

⁵³ J. Villaret, *De la notion du domicile en droit international privé*, Aix-Marseille, 1931

⁵⁴ L. Bennet, *Le domicile des étrangers en France*, Toulouse, 1923, cit.

67. Il résulte de ce qui précède que la caractérisation du domicile requiert la réunion de deux éléments cumulatifs :

- un élément matériel, à savoir la présence matérielle et physique de l'individu sur le territoire de l'État, son installation devant revêtir tous les aspects de la stabilité,
- un élément intentionnel ou *animus manendi* c'est-à-dire, la volonté d'établir, dans un pays, le centre de ses intérêts.

68. A titre d'illustration, n'est pas considéré comme ayant son domicile en France le justiciable qui :

- justifie de la propriété et du paiement des charges d'un bien immobilier situé en France alors même qu'il n'y passait que quelques semaines par an et plusieurs mois à l'étranger⁵⁵ ;
- a conservé un compte bancaire en France alors qu'il est installé en Grande-Bretagne⁵⁶;
- produit aux débats une carte de séjour mentionnant une adresse dans la mesure où il n'est pas indiqué qu'il s'agit d'un domicile, d'autant qu'aux termes de sa déclaration d'appel, il a mentionné une autre adresse⁵⁷ ;
- possède un passeport mais échoue à démontrer l'existence d'un domicile stable et effectif⁵⁸;
- dispose d'une résidence en France depuis 2005 et y paye des impôts, ces éléments ne suffisant pas à démontrer qu'il y aurait établi le centre de ses intérêts principaux⁵⁹;
- produit six factures de gaz, d'électricité ou de téléphone correspondant à des consommations minimales voire inexistantes, ce qui ne permet pas d'établir son intention réelle de s'installer en France et d'y fixer le centre de ses intérêts principaux⁶⁰ ;
- dispose en France d'une propriété où il effectuait des séjours « assez longs », s'expliquant certainement par le confort et les dimensions de la maison comme par l'ancienneté de ses vacances en France, ce qui ne pouvait constituer qu'une résidence temporaire⁶¹.

Plus encore, la Cour de cassation se prononçant en matière familiale aux termes d'un arrêt du 8 juillet 2015 a jugé que « *la domiciliation fiscale et administrative, ainsi que quelques factures, ne caractérisaient pas une résidence habituelle, effective et permanente* »⁶².

Ainsi, le domicile choisi en matière électorale et fiscale ne constitue pas des conditions suffisantes pour transformer celui-ci en résidence effective⁶³.

De même, le lieu du principal établissement peut différer du domicile spécial qu'est le domicile fiscal⁶⁴.

⁵⁵ CA Paris, 16 mai 2018, n° 17/20599

⁵⁶ CA Paris, 29 juin 2016, n° 15/00610

⁵⁷ CA Douai, 2 octobre 2014, n° 14/03471

⁵⁸ CA Paris, 12 décembre 2018, n° 18/05501

⁵⁹ CA Colmar, 1^{er} juillet 2008, JurisData n° 2008-369549

⁶⁰ CA Colmar, 20 juin 2006, JurisData n° 2006-308422

⁶¹ CA Dijon, 21 mai 2015, n° 14/00133

⁶² Cass. civ. 1^{ère}, 8 juillet 2015, n° 14-15.618

⁶³ CA Rennes, 14 décembre 1982, JurisData : 1982-643109

⁶⁴ CA Limoges, 3 décembre 2020, n° 19/00260

A cet égard, par un jugement du 18 juillet 2012⁶⁵, le Tribunal de grande instance de Paris a jugé que « *l'appréciation du domicile d'une personne, au sens de l'article 102 du code civil, est **indépendante des règles applicables par l'administration fiscale française*** ».

Telle est également la position retenue par la Cour d'appel de Paris, laquelle a considéré aux termes d'un arrêt du 8 janvier 2009 que la domiciliation obéissant à des « *préoccupations d'ordre purement **fiscal*** » était **fictive**⁶⁶.

b) Sur l'absence d'éléments matériels caractérisant le domicile des demandeurs sur le territoire français

69. En l'espèce, aucun des Demandeurs ne justifie être installé en France de manière effective, stable et pérenne.

i. S'agissant de Monsieur Cem UZAN

70. Pour seule preuve de son prétendu domicile sur le territoire français, Monsieur Cem UZAN se contente de produire une copie de sa carte de résident, laquelle mentionne une adresse au 36 avenue Raphaël à Paris (75116) (**Pièce adverse n°1**).

D'emblée, on notera que cette adresse ne correspond pas à celle qu'il a lui-même déclarée aux termes de son assignation, à savoir, le 32 avenue Foch à Paris.

Or, Monsieur Cem UZAN ne se trouve en réalité à aucune de ces deux adresses, ce dernier se localisant lui-même dans un autre État.

• Sur l'absence d'adresse connue de Monsieur Cem UZAN en France

71. Il est pour le moins surprenant de la part de Monsieur Cem UZAN de prétendre être domicilié sur le territoire national alors qu'il est purement et simplement introuvable aux adresses où il prétend lui-même résider.

Madame ou Monsieur le Juge appréciera la cohérence de son comportement procédural.

72. En effet, lorsque la société MOTOROLA a procédé à la signification du Jugement d'exequatur rendu par le Tribunal de céans le 22 septembre 2021 à l'adresse communiquée par Monsieur Cem UZAN au 36 avenue Raphaël à Paris, elle n'a pu que constater qu'il était inconnu à cette adresse (**Pièce n°22**).

Plus encore, aux termes de son enquête effectuée sur place par l'Huissier de Justice mandaté à cet effet et ayant donné lieu à un procès-verbal de recherches infructueuses le 16 novembre 2021, celui-ci rapporte que le gardien de l'immeuble a déclaré que Monsieur Cem UZAN était parti « *sans laisser d'adresse depuis 2 ans* », ce dernier étant par ailleurs totalement inconnu du voisinage (**Pièce n°23**).

Monsieur Cem UZAN ne réside pas davantage au 32 avenue Foch, l'Huissier s'étant vu opposer par Monsieur Murat Hakan UZAN, un refus d'accepter l'acte pour son frère, ce dernier se contentant de lui indiquer « *qu'il s'agissait de son adresse et non celle de son frère* », sans pour autant lui communiquer l'adresse du destinataire de l'acte (**Pièce n°24**).

Ce faisant, l'Huissier en a justement conclu que **Monsieur Cem UZAN n'a ni domicile, ni résidence, ni lieu de travail connus sur le territoire français**.

⁶⁵ TGI Paris, 18 juillet 2012, n° 07/07096

⁶⁶ CA Paris, 8 janvier 2009, n° 07/15593

Et pour cause, sur son profil Linked In, Monsieur Cem UZAN déclare de lui-même être localisé en Pologne (*Pièce n°25*).

On soulignera d'ailleurs que ce pays figure, aux termes de l'Accord TELSIM, parmi la liste des « *Territoires restreints* » dans lesquels la société MOTOROLA ne peut exercer aucune mesure d'exécution à l'encontre des actifs de la Famille UZAN (*Pièce n°14*).

Cet élément ne doit rien au hasard et permet légitimement de penser que les actifs de Monsieur Cem UZAN sont davantage localisés sur le territoire polonais ainsi que sur les autres « *Territoires restreints* », que sur le territoire français.

A défaut, on ne voit pas pour quelle raison les Parties au Contrat de Cession auraient convenu que la société MOTOROLA ne poursuive pas l'exécution du Jugement US de 2003 sur 4 territoires précisément définis, à savoir la Turquie, Chypre, la Pologne et le Kazakhstan, si la Famille UZAN ne disposait pas d'actifs conséquents dans ces États.

73. En conséquence, ce dernier n'occupe aucune adresse en France, celui-ci étant tout simplement introuvable sur ce territoire, les adresses des résidences qu'il mentionne lui-même étant fausses.

- Sur l'absence de compte bancaire provisionné en France

74. En dépit de son train de vie somptuaire, Monsieur Cem UZAN ne détient pas de véritable compte bancaire sur le territoire français.

Alors qu'au mois de décembre 2021, la société MOTOROLA a tenté de recouvrer des sommes dues par ce dernier à raison de sa condamnation en France au titre de l'article 700 du Code de procédure civile, seuls 4 comptes bancaires référencés à son nom ayant pu être identifiés (*Pièce n°26*).

Or, sur 4 de ces comptes bancaires, 3 étaient vides ou débiteurs.

Le seul compte créditeur de Monsieur Cem UZAN n'était provisionné qu'à hauteur de 1.355,96 euros, seuls 790,62 euros ayant pu être saisis (*Pièce n°27*), cette somme n'ayant pas même permis de couvrir les frais d'huissier.

Ce faisant, on s'interroge sur la manière dont ce dernier parviendrait à vivre sur la base d'un unique compte bancaire comprenant d'aussi faibles sommes et eu égard à son train de vie.

Faute de disposer ne serait-ce que d'un compte bancaire alimenté par des fonds, tout porte à considérer qu'il ne peut être établi de manière stable en France.

75. Dans ces conditions, l'ensemble de ces éléments ne fait que corroborer tant l'absence de présence physique que matérielle de Monsieur Cem UZAN sur le territoire français.

- Sur l'absence de vie familiale en France

76. Monsieur Cem UZAN a épousé Madame Fanny BLANCHELANDE en 2012.

Madame BLANCHELANDE ayant vécu toute sa vie à Monaco depuis sa naissance (*Pièces n°28 et 29*), c'est naturellement dans ce pays qu'elle a fondé son entreprise de création de bijoux, dont le siège social est sis 51 avenue Hector Otto (*Pièce n°30*).

Le centre des intérêts professionnels de l'épouse de Monsieur Cem UZAN est donc indéniablement situé à Monaco et non en France.

Il est donc naturel que Monsieur Cem UZAN se soit rapproché de son épouse, demeurant à Monaco, ce que confirment d'ailleurs ses nombreuses publications sur les réseaux sociaux :





Il résulte de ce qui précède que Monsieur Cem UZAN ne mène manifestement pas sa vie familiale en France mais apparemment depuis l'étranger, en l'occurrence à Monaco auprès de son épouse.

ii. S'agissant de Monsieur Murat Hakan UZAN

77. La situation de Monsieur Murat Hakan UZAN est pour le moins troublante dans la mesure où, en plus de se livrer à des transactions par l'intermédiaire de prête-noms et de ne détenir aucun compte bancaire actif sur le territoire français, ce dernier n'hésite pas à changer d'identité pour échapper à ses créanciers.

• Sur les multiples identités de Monsieur Murat Hakan UZAN

78. Dans le cadre de ses tentatives d'échapper à ses créanciers, et notamment aux dettes dont il était débiteur à l'égard de la République de Turquie, Monsieur Murat Hakan UZAN est parvenu, dans des conditions inexplicables, à se procurer des pièces d'identités portant des noms différents.

En effet, grâce à ses investigations approfondies, la société MOTOROLA est parvenue à découvrir que celui-ci avait utilisé divers pseudonymes pour dissimuler sa véritable identité afin de pouvoir voyager, mener ses affaires, détenir et gérer des actifs sans être décelé ni même exposer son identité (**Pièce n°31**⁶⁷).

⁶⁷ § 12 "A detailed review of these previously unseen New Documents evidenced that Hakan, other members of his family and his stooges, have been using aliases to disguise their identities so that they can travel, conduct business, and hold and deal with assets without detection or exposing their identities or unlawful past".

Ces investigations ont notamment permis de révéler que Monsieur Murat Hakan UZAN dispose :

- de 3 passeports **jordanien**s, d'un passeport et d'une carte d'identité **guatémaltèque**s, d'un visa courte durée de la République de **Singapour** ainsi que d'un visa Schengen, tous établis au nom de « AL KURDI », seul le prénom variant de « Moustafa Daoud Maher », « Daoud Mustafa », « Daoud Maher », « Samir Daoud Maher » et « Maher Daoud », étant précisé que l'ensemble de ces documents comporte la photographie de Monsieur Murat Hakan UZAN ;

A cet égard, une simple comparaison visuelle des passeports jordanien, singapourien et du titre de séjour français de Monsieur Murat Hakan UZAN ne laisse aucun doute sur le fait qu'il s'agit bien de la même personne à quelques années d'écart près, mais présentant une identité différente :



- d'un passeport **espagnol** et d'un permis de conduire international au nom de « JOSE LUIS SIERRA LOPEZ » ;
- d'un passeport et d'une carte d'identité **moldave**s au nom de « ANATOLIE DICI » ;
- d'un passeport, d'une carte d'identité ainsi que d'un permis de conduire **bulgare**s au nom de « GEORGI DIMITROV GEORGIEV » ;
- d'un passeport et d'un permis de conduire **norvégien**s au nom de « DAVID JOHNSEN » ;
- d'un passeport **bulgare** au nom de « MOHAMMED SELYAHTIN SEYDULLA » (*Pièce n°32*).

Plus encore, plusieurs journalistes turques, investiguant sur la Famille UZAN, ont découvert que Monsieur Murat Hakan UZAN dispose également d'un passeport jordanien sous le nom de « Murad EL UMERI » (*Pièces n°33 et 34*), celui-ci procédant à de nombreux investissements dans ce pays dans différents secteurs (communication, construction, alimentation et gastronomie) sous ce faux nom.

On relèvera d'ailleurs que cette multiplicité d'identités a été corroborée par les Tribunaux britanniques, lesquels ont accepté d'étendre leur ordonnance de gel d'actifs à l'ensemble des identités frauduleusement utilisées par Monsieur Murat Hakan UZAN.

Par une injonction en date du 1^{er} février 2019, la Haute Cour de Justice d'Angleterre et du pays de Galles a prononcé une injonction conservatoire de gel à l'encontre de celui-ci en ces termes :

« MURAT HAKAN UZAN autrement connu sous le nom de

- **MOUSTAFA DAOUD MAHER AL KURDI** et/ou,
- **DAOUD MUSTAFA DAOUD MAHER AL KURDI** et/ou,
- **SAMIR DAOUD MAHER AL KURDI** et/ou,
- **MAHER DAOUD AL KURDI** et/ou,
- **JOSE LUIS SIERRA LOPEZ** et/ou,
- **ANATOLIE DICHIE** et/ou,
- **GEORGI DIMITROV GEORGIEV** et/ou,
- **DAVID JOHNSEN** et/ou,
- **MOHAMMED SELYAHTIN SEYDULLA** et/ou,
- **HANS BLEICH** » (*Pièce n°35*).

Ainsi, le gel des avoirs porte sur « tous les biens de [Murat Hakan UZAN], **qu'ils soient ou non à son nom propre, ou sous le nom de tout autre alias supposé (y compris, mais sans s'y limiter, ceux énumérés dans cette ordonnance, à savoir Moustafa Daoud Maher Al Kurdi et/ou Daoud Mustafa Daoud Maher Al Kurdi et/ou Samir Daoud Maher Al Kurdi et/ou Maher Daoud Al Kurdi et/ou Jose Luis Sierra Lopez et/ou Anatolie Dichi et/ou Georgi Dimitrov Georgiev et/ou David Johnsen et/ou Mohammed Selyahtin Seydulla et/ou Hans Bleich)** » (*Pièce n°35*).

79. Dans ces conditions, face à un individu qui multiplie les identités au gré de ses déplacements et résidences, il est purement et simplement impossible de déterminer où est localisé son véritable domicile.

En conséquence, les éléments produits aux débats par Monsieur Murat Hakan UZAN aux débats pour tenter de justifier de l'existence d'un domicile en France, à savoir, une carte française de séjour temporaire (dont on soulignera d'ailleurs qu'elle est expirée) et une simple attestation de contrat EDF, ne permettent absolument pas de démontrer une présence physique et matérielle effective en France.

De plus, la production d'un simple titre de séjour met en évidence son absence de volonté de s'établir sur le territoire national, alors que parallèlement, ses 7 différentes nationalités lui permettraient de s'établir durablement dans l'un de ces pays dont il est devenu un national, dans des conditions troublantes.

Dans ces conditions, il n'établit absolument pas être domicilié en France.

- Sur l'absence de patrimoine immobilier en France

80. Par ailleurs, alors que Monsieur Murat Hakan UZAN, qui appartient à l'une des plus grosses fortunes de Turquie, a déclaré publiquement qu'« *une propriété en plus ou en moins ne va pas changer grand-chose à nos vies* » et a acquis des biens immobiliers dans le monde entier, en particulier, 7 appartements luxueux dans la Trump Tower de New York (**Pièce n°36**), force est de constater qu'il ne dispose pas de patrimoine immobilier en France, ce qui apparaît comme étant antinomique avec une personne ayant la volonté de s'y établir.

En effet, en mars 2017, celui-ci a initié deux actions en revendication de propriété d'un château sis 33 Grande rue à Chambray ainsi que d'un appartement sis 32 avenue Foch à Paris, afin de se voir reconnaître la qualité de propriétaire de ces biens, ceux-ci ayant respectivement été acquis par Messieurs DAGDELEN et PERKSU.

Or, par jugement du 12 janvier 2021, le Tribunal judiciaire d'Evreux l'a débouté de sa demande, considérant que Monsieur DAGDELEN était le véritable propriétaire de l'immeuble situé à Chambray (**Pièce n°19**).

Si en parallèle, le Tribunal judiciaire de Paris a quant à lui reconnu sa qualité de propriétaire de l'appartement sis avenue Foch par jugement du 2 avril 2021, celui-ci a fait l'objet d'un appel actuellement pendant devant la Cour d'appel de Paris (**Pièce n°37**).

Il s'ensuit que cette qualité ne lui a pas encore été reconnue de manière certaine et définitive.

A cet égard, il convient de préciser que dans le cadre de la procédure en revendication qui était pendante devant le Tribunal Judiciaire de Paris, Monsieur PERKSU a expliqué que l'appartement parisien précité était déjà occupé par sa nièce et son époux (**Pièce n°38**), de sorte que l'on comprend difficilement comment Monsieur Murat Hakan UZAN pourrait également y loger de manière durable dans la mesure où des tiers y résident.

On relèvera également que dans le cadre de cette même procédure, Monsieur PERKSU a porté à l'attention du Tribunal sur les changements de positions incessants de Monsieur Murat Hakan UZAN au gré des procédures, celui-ci alléguant tantôt être propriétaire de l'appartement précité, tantôt n'en être que locataire (**Pièce n°38**).

Or, s'il y avait véritablement établi son domicile, il ne fait nul doute que de telles hésitations n'auraient pas été commises.

En tout état de cause, tout au plus Monsieur Murat Hakan UZAN a-t-il la qualité d'occupant du bien immobilier sis avenue Foch, ce statut étant par nature précaire.

81. Il s'ensuit que rien n'indique que sa présence en France soit effective, habituelle et stable faute de biens immobiliers détenus en France, ce qui témoigne de sa volonté de ne pas y établir son domicile de manière pérenne.

- Sur l'absence de compte bancaire provisionné en France

82. Nonobstant l'importance de sa fortune personnelle, Monsieur Murat UZAN n'est, de manière pour le moins surprenante, titulaire d'aucun compte bancaire actif en France.

En effet, dans le cadre de ses tentatives de recouvrement à l'encontre de Monsieur Murat UZAN, la société MOTOROLA a tenté de procéder à plusieurs saisies-attribution sur l'ensemble des comptes et valeurs mobilières de celui-ci.

C'est ainsi que dès **2017** – et ce, alors qu'il prétend être domicilié en France depuis 2013 – la société MOTOROLA a tenté de pratiquer, en vertu de l'ordonnance du Juge de l'Exécution du 19 décembre 2017, une saisie-conservatoire sur les comptes ouvert à son nom (**Pièce n°15**).

Or, aucun compte bancaire actif n'a pu être identifié.

Quatre ans plus tard, en 2021, la société MOTOROLA a de nouveau tenté de procéder à une saisie attribution sur les comptes ouverts au nom de Monsieur UZAN (**Pièce n°39**).

Là encore, cette entreprise s'est avérée totalement infructueuse dans la mesure où les seuls comptes bancaires identifiés sur le territoire national au nom de Monsieur Murat Hakan UZAN affichent des sommes dérisoires de 18, 28 et 77 euros, soit un total de 105 euros (**Pièces n°39 et 40**), ce qui se passe de tout commentaire.

Loin de constituer une provision suffisante pour supporter les charges de la vie quotidienne, cet élément ne fait que conforter tant l'absence de centre des intérêts patrimoniaux de celui-ci en France que le défaut de stabilité de sa prétendue présence sur ce territoire.

Et pour cause, Monsieur Murat Hakan UZAN mène un train de vie somptuaire dans la mesure où, lorsqu'il est présent dans la capitale, celui-ci fréquente les restaurants les plus huppés.

A titre d'exemple, il n'a pas hésité à qualifier le restaurant triplement étoilé Guy Savoy installé au sein de la Monnaie de Paris, sa « *usual table* », c'est-à-dire « sa table attitrée » :



Il s'ensuit que le décalage entre le niveau de vie de Monsieur Murat Hakan UZAN et l'absence de provision sur son compte bancaire démontre que ces financements proviennent d'ailleurs mais certainement pas de France.

83. Il ne justifie ainsi nullement être domicilié sur le territoire français.

*

*

*

84. En conséquence, il résulte de ce qui précède qu'aucun des Demandeurs ne justifie être domicilié en France de manière stable et pérenne ni d'y avoir établi le centre de ses intérêts dès lors que :

- Monsieur Cem UZAN n'a, sur le territoire national et en dépit de la possession d'une carte de résident, pas la moindre adresse connue en France, ni le moindre compte bancaire actif, celui-ci n'étant propriétaire d'aucun bien immobilier ;
- Monsieur Murat Hakan UZAN, qui multiplie frauduleusement les identités, ne dispose d'aucun patrimoine immobilier, ses comptes bancaires étant d'ailleurs complètement vides.

c) Sur l'absence d'élément intentionnel des Demandeurs de s'établir durablement en France

85. Outre l'absence de tout élément matériel caractérisant la présence d'un domicile stable, durable et pérenne sur le territoire français, force est de constater que les Demandeurs n'ont nullement pour intention de s'y établir durablement dès lors que l'ensemble de leurs intérêts, qu'ils soient professionnels, sociaux ou encore culturels sont localisés à l'étranger.

i. Sur l'absence d'activité professionnelle en France

86. S'agissant, d'une part, de Monsieur Cem UZAN, celui-ci n'exerce **aucun emploi rémunéré en France**.

En revanche, il se présente lui-même comme une personnalité politique turque et a, à ce titre, fondé un parti politique turc dénommé GENÇ PARTI.

Cet élément est d'ailleurs confirmé par son profil LinkedIn, lequel ne fait référence à aucune autre activité (**Pièce n°25**).

De même, aux termes de son procès-verbal de recherches infructueuses du 16 novembre 2021 précité, l'Huissier expose également ne pas avoir pu obtenir l'adresse d'un quelconque employeur en France (**Pièce n°23**).

Il s'ensuit que Monsieur Cem UZAN n'a pas la moindre activité professionnelle en France et n'y perçoit donc aucun revenu.

87. S'agissant, d'autre part, de Monsieur Murat Hakan UZAN, celui-ci se présente également comme l'ancien président du GENÇ PARTI et n'exerce pas la moindre activité professionnelle en France, l'empêchant ainsi de percevoir un quelconque revenu à ce titre.

Cela est également corroboré par l'activité professionnelle qu'il déclare lui-même sur le réseau social LinkedIn, lequel fait état des fonctions de « *Président non exécutif* » de 4 sociétés basées à Londres (*Pièce n°41*).

Enfin, celui-ci dispose de plusieurs cartes professionnelles étrangères sous d'autres identités telles qu'évoquées ci-avant et sur lesquelles figure systématiquement sa propre photo.

Cependant, force est de constater qu'aucune d'entre elles ne relève d'une activité professionnelle menée en France.

En effet, sous le nom de « JOSE LUIS SIERRA LOPEZ », il est titulaire d'une carte de vendeur professionnel délivrée par les autorités dubaïotes d'une part, ainsi que d'une carte de journaliste freelance délivrée par l'association internationale de la presse de Londres, d'autre part (*Pièce n°32*).

Il est également détenteur d'une seconde carte de journaliste au nom de « DAVID JOHNSEN » (*Pièce n°32*).

Dans ces conditions, le centre des intérêts professionnels des Demandeurs se situe manifestement à l'étranger et non en France.

ii. Sur les activités politiques en Turquie

88. Monsieur Cem UZAN dirige le parti politique turc GENÇ PARTI (« le parti jeune ») qu'il a fondé en 2002 à Istanbul. Celui-ci a rapidement gagné en popularité, recueillant près de 7,25% des voix dès ses premières élections législatives le 3 novembre 2002.

Si le GENÇ PARTI n'a pas pris part aux élections qui se sont tenues lors des périodes suivantes, il a été dûment autorisé par la Commission électorale suprême turque à participer aux élections générales qui se tiendront le 24 juin 2023 (*Pièce n°42*).

C'est dans ce cadre que Monsieur Cem UZAN a affiché sur les réseaux se consacrer à temps plein et depuis 2020 à la présidence de son parti politique depuis la ville de Inowrocław en Pologne (*Pièce n°41*).

Il a élaboré un programme électoral pour son pays natal, dès le 2 juillet 2020, axé notamment sur la protection des droits des femmes et des enfants, la mise en place de mesures économiques en faveur de l'augmentation des salaires et la diminution du chômage ainsi que sur l'amélioration de la politique étrangère (*Pièce n°43*).

Il alimente ainsi très régulièrement sa campagne électorale tant sur ses réseaux sociaux que sur son site internet (*Pièce n°44*).

89. Quant à Monsieur Murat Hakan UZAN, celui-ci occupe la position de « Président Général » du Parti Jeune, celui-ci étant également très impliqué dans la campagne électorale turque, comme en attestent les nombreuses vidéos postées sur son compte Instagram et les copies d'écran des publications ci-dessous reproduites :



Ce faisant, il a contribué à l'élaboration de son programme électoral, prenant également la parole sur de nombreux sujets politiques et économiques.

Il est d'ailleurs représenté aux côtés de son frère sur leur photo officielle de campagne comme en témoigne la reproduction suivante :



Dans ces conditions, il est manifeste que les Consorts UZAN conduisent leur campagne électorale depuis l'étranger et dans l'unique dessein de se faire élire en Turquie, ce qui témoigne de leur esprit de retour dans leur pays natal.

D'évidence, ces derniers ont vocation à retourner en Turquie afin de s'installer durablement dans la vie politique de leur pays et ce, dès 2023 de sorte que leur présence en France, à la supposer établie, n'est nécessairement que précaire.

90. En conséquence, l'ensemble des intérêts professionnels, politiques et culturels des Demandeurs se situe à l'étranger, ces derniers ayant clairement l'intention de retourner en Turquie et aucune volonté de s'établir de manière pérenne sur le territoire français.

*

*

*

91. Il résulte de ce qui précède qu'en l'absence tant d'un élément matériel que d'un élément intentionnel de nature à caractériser le principal établissement de Messieurs UZAN en France, ceux-ci ne parviennent pas à démontrer l'existence de leur domicile dans ce pays.

Dès lors, faute de justifier d'un domicile sur le territoire national, les dispositions de l'article 6§2 du Règlement européen n°1215/2012 du 12 décembre 2012, qui ne permettent d'étendre le champ d'application des articles 14 et 15 du Code civil qu'aux personnes « domiciliées sur le territoire français » ne sont pas applicables.

En conséquence, l'article 14 du Code civil instaurant un privilège de juridiction au bénéfice des demandeurs de nationalité française n'est absolument pas applicable en l'espèce de sorte que le Tribunal de céans ne saurait retenir sa compétence sur un tel fondement.

Il plaira à Madame ou Monsieur le Juge de la Mise en État le dire et juger et déclarer le Tribunal de céans incompétent pour trancher ce litige.

*

*

*

En conclusion, il ressort de l'ensemble de ce qui précède que le Tribunal de céans est manifestement incompétent pour connaître de la présente action introduite par les Consorts UZAN, ceux-ci ne pouvant se prévaloir des dispositions de l'article 42 alinéa 3 du Code de procédure civile alors que les Défendeurs ont un domicile parfaitement connu de ces derniers aux États-Unis, au Royaume Uni ou en Turquie.

Ils ne peuvent davantage invoquer les dispositions de l'article 46 du Code de procédure civile alors même qu'ils ne justifient aucunement avoir subi un quelconque préjudice en France en raison de la perte de dividendes des Sociétés cédées, ceux-ci n'ayant jamais exercé leur qualité d'actionnaires de ces Sociétés sur le territoire national.

Enfin, étant de nationalité étrangère, Messieurs UZAN ne sauraient bénéficier des dispositions de l'article 14 du Code civil, sans que l'article 6§2 du Règlement européen n°1215/2012 du 12 décembre 2012 ne leur permettent de contourner cette difficulté.

En effet, cette disposition qui ne s'applique qu'aux « *personnes domiciliées sur le territoire d'un État membre* » ne saurait être raisonnablement invoquée par les Demandeurs alors qu'ils ne sont manifestement pas domiciliés sur le territoire français et ayant, au contraire, pour volonté de retourner dans leur pays natal très prochainement.

Il s'ensuit que les juridictions françaises ne sont pas compétentes pour connaître de l'action initiée par les Demandeurs.

Il plaira à Madame ou Monsieur le Juge de la Mise en État le dire et juger et déclarer le Tribunal de céans incompétent pour trancher ce litige.

B. A TITRE SUBSIDIAIRE, SUR LA PRESCRIPTION DE L'ACTION DES CONSORTS UZAN

93. Si par extraordinaire, Madame ou Monsieur le Juge de la Mise en État devait déclarer le Tribunal de céans compétent pour connaître de la présente action, ce qui relèverait d'une interprétation plus que singulière des textes et des faits de l'espèce, elle/il ne pourra en revanche que les déclarer irrecevables dès lors que leur action repose sur des faits manifestement prescrits tant au regard du droit turc que du droit français.

En effet, Messieurs UZAN prétendent à une application distributive de la loi applicable au fond, à savoir le droit turc s'agissant de la « *réparation des dommages subis en Turquie* » et le droit français s'agissant de la « *réparation des dommages survenus en France* ».

Ce faisant, ils croient pouvoir invoquer les dispositions du Règlement européen n°864/2007 du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles dit « Règlement Rome II ».

Or, il convient d'ores et déjà de préciser que l'article 31 dudit Règlement en limite le champ d'application aux « *faits générateurs de dommages survenus après son entrée en vigueur* », soit le 11 janvier 2009.

Ce principe a d'ailleurs été récemment rappelé par la Cour d'appel de Paris dans un arrêt du 12 avril 2021 aux termes duquel elle a jugé que « *le Règlement (CE) n° 864-2007 du 11 juillet 2007 du Parlement européen et du Conseil dont se prévaut M. W. dispose dans son article 31 qu'il s'applique aux faits générateurs de dommages survenus après son entrée en vigueur ; il en résulte que ce règlement qui est entré en vigueur le 11 janvier 2009, n'a pas vocation à régir l'accident dont M. W. a été victime le 25 juillet 2004* »⁶⁸.

Or, dans la mesure où Messieurs UZAN tentent d'engager la responsabilité délictuelle de la concluante sur la base de faits commis en 2005, ils ne sauraient sérieusement se fonder sur les dispositions du Règlement Rome II, lesquelles sont manifestement inapplicables.

En tout état de cause, l'action des Demandeurs est manifestement prescrite, tant au regard du droit turc que du droit français.

a) Sur le délai de prescription en droits turc et français

94. Pour tenter de justifier leur action en responsabilité délictuelle à l'encontre de la société MOTOROLA, les Demandeurs se contentent d'affirmer que « *le droit turc prévoirait une action en responsabilité délictuelle dont les conditions seraient très similaires à celles prévues en droit français* » (Assignation, §171).

Ce faisant, ils omettent sciemment de citer les dispositions de droit turc dont ils entendent se prévaloir.

Or, force est de constater que les délais de prescription institués par les droits français et turc relatifs aux actions en responsabilité délictuelle ne sont nullement comparables.

⁶⁸ CA Paris, 12 avril 2021, n° 18/21463

Voir également CA Aix-en-Provence, 10 juin 2021, n° 18/20298 : « Statuant sur une question préjudicielle, et par arrêt du 17 novembre 2011 la Cour de justice européenne a jugé que les articles 31 et 30 du règlement CE 864/2007 du Parlement européen et du conseil du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles, lus en combinaison avec l'article 297 TFUE (traité sur le fonctionnement de l'union européenne) doivent être interprétés en ce sens qu'**une juridiction nationale est tenue d'appliquer ce règlement uniquement au fait générateur de dommages survenus à partir du 11 janvier 2009** et que la date de l'engagement de la procédure en indemnisation ou celle de la détermination de la loi applicable par la juridiction saisie n'ont pas d'incidence aux fins de la définition du champ d'application dans le temps de ce règlement. Il s'ensuit que l'article 4 du règlement de Rome II ne peut s'appliquer au cas d'espèce alors que l'accident de chasse est survenu antérieurement au 11 janvier 2009 et plus précisément le 13 décembre 2008 ».

95. En effet, en application de l'article 60 du Code turc des Obligations (**Pièce n°47**) dans sa version applicable à l'espèce, une action en responsabilité délictuelle se prescrit par:

- **un an** à compter de la date de connaissance du dommage et de son auteur, ou
- **au plus tard dix ans** à compter de l'évènement ayant causé le dommage et ce, même si la partie lésée n'a pas encore eu connaissance du dommage ou de son auteur.

96. Quant au droit français, l'article 2224 du Code civil issu de la loi n° 2008-561 du 17 juin 2008 entrée en vigueur le 19 juin 2008 a réduit le délai de prescription des actions en responsabilité délictuelle de 10 à 5 ans, étant précisé que les dispositions réduisant le délai de prescription s'appliquent dès leur entrée en vigueur, sans que la durée totale ne puisse excéder la durée prévue par la loi antérieure.

Ainsi, tout délai de prescription ayant commencé à courir avant le 19 juin 2008, s'achèvera au plus tard le 19 juin 2013 dès lors qu'il n'aura pas excédé une durée totale de 10 ans.

De plus, l'article 2224 précité dispose que le délai de prescription démarre « *à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer* ».

Ainsi, la Cour de cassation a jugé que l'action d'une société à l'encontre des administrateurs était prescrite dans la mesure où elle avait eu connaissance de la cession litigieuse depuis plus de 7 ans⁶⁹.

De même, par un arrêt du 10 octobre 2019 la Cour d'appel de Paris a jugé que « *la prescription é[tait] acquise au plus tard à compter de la date de publication de la cession des actions Orfitte, soit la date à laquelle les majoritaires ont pu avoir connaissance de la fraude qu'ils allèguent* »⁷⁰.

Telle est également la position retenue par la Cour d'appel de Versailles aux termes d'un arrêt du 1^{er} octobre 2019, considérant que l'associée d'une société avait appris en octobre 2009 « *qu'un acte de cession des parts sociales qu'elle détenait dans ladite société avait été établi le 5 septembre 2009* » de sorte que « *le point de départ de la prescription quinquennale [devait] être fixé au mois d'octobre 2009* »⁷¹.

Plus encore, il convient, en matière délictuelle, de tenir compte de la première manifestation du dommage⁷² et ce, quand bien même la victime « *prétendait avoir ignoré ces faits ou ne pas disposer encore de tous les éléments lui permettant d'apprécier son dommage* »⁷³.

b) En l'espèce, sur le caractère manifestation prescrit de l'action de Messieurs UZAN

97. En l'espèce, Messieurs UZAN soutiennent avoir subi un préjudice qu'ils estiment à hauteur d'une somme de 68 milliards USD résultant de la prise de contrôle et de la cession des actifs dont ils étaient les bénéficiaires dans plusieurs Sociétés turques.

Ce préjudice résulterait selon eux de la vente dès 2005 par TMSF des actifs des Sociétés turques dont ils détenaient directement ou indirectement des parts ou actions.

⁶⁹ Cass.com., 29 septembre 2015, n° 14-14.533

⁷⁰ CA Paris, 10 octobre 2019, n° 18/24127

⁷¹ CA Versailles, 1^{er} octobre 2019, n° 16/06154

⁷² CA Lyon, 19 mai 2021, n° 19/03284 : « *En matière de responsabilité délictuelle, la prescription court du jour de la première manifestation du dommage* ».

⁷³ JCI Civil Code, Fasc 222, Art. 1240 à 1245-17

Or, ils avaient parfaitement connaissance dès 2005 de l'existence de ces cessions et du prétendu dommage qu'elles pourraient nécessairement leur causer.

En effet, il résulte des propres pièces versées au débat par les Demandeurs eux-mêmes que, dès 2005, les ventes d'actifs litigieuses ont fait l'objet d'avis d'annonces publiques de la part de TMSF (**Pièce adverse n°24**).

Plus encore, ces cessions ont été abondamment relayées dans la presse internationale par des journaux tels que « *le Herald Tribune - New York Times, le Wall Street Journal, die Neue Zürcher Zeitung, Cumhuriyet Gazetesi et d'autres* » (Assignation, § 118).

Dans ces conditions, il ne fait aucun doute que ces derniers ont eu parfaitement connaissance dès 2005 des cessions à venir des actifs qu'ils détenaient dans les Sociétés.

98. De plus, les articles de presse produits par les Demandeurs dénonçant prétendument « *le caractère illicite de ces ventes d'actifs* » sont en réalité des communiqués de presse rédigés par Messieurs UZAN eux-mêmes (!) (**Pièce adverse n° 25**).

Une simple lecture de ces articles suffit à s'en convaincre puisqu'y figure en évidence le logo de la Famille UZAN et la mention selon laquelle « *Ceci est publié pour l'information des parties intéressées et du public général (...) pour le compte d'un groupe d'actionnaires et Kemal UZAN – Yavuz UZAN, leurs avocats* »⁷⁴, étant précisé que Monsieur Kemal UZAN est le père des Demandeurs (**Pièce adverse n°25, p. 6**).

Ainsi, la publication de ces communiqués de presse dans le monde entier relève de l'initiative même de la Famille UZAN de sorte que Messieurs UZAN ne pouvaient certainement pas ignorer les cessions litigieuses dont ils contestaient déjà à cette période la légitimité.

99. Enfin, les Demandeurs exposent que la prétendue entente illicite qu'ils imputent fallacieusement à la société MOTOROLA et TMSF aurait été scellée en octobre 2005 par la conclusion du Contrat de cession (Assignation, §97 et 232).

Or, force est de constater qu'ils avaient expressément connaissance de cet Accord dès l'année 2006 dans la mesure où au cours d'une audition qui s'est tenue le 23 août 2006 devant le Juge américain, l'avocat américain des Consorts UZAN, Monsieur BULL, s'est référé à ce Contrat en reconnaissant que celui-ci préservait le droit de la société MOTOROLA de poursuivre l'exécution du Jugement US de 2003 contre la Famille UZAN (**Pièce n°45**).

Il s'ensuit que les faits allégués par Messieurs UZAN et fondant la présente procédure remontent à il y a près de 17 ans (!), soit au-delà de tous les délais de prescription applicables en la matière.

En effet, ces derniers disposaient d'un délai :

- d'un an à compter de cette connaissance pour agir en responsabilité délictuelle à l'encontre de leurs auteurs –et dans un délai maximal de 10 ans– conformément au droit turc,
- réduit à 5 ans à compter du 19 juin 2008, date d'entrée en vigueur de la loi française du 17 juin 2008 portant réforme de la prescription.

⁷⁴ "This is published for the information of the interested parties and the general public (...) on behalf of a group of shareholders and Kemal UZAN – Yavuz UZAN, their Attorneys".

Ainsi, ils n'étaient recevables à agir sur la base de tels faits que :

- jusqu'en 2006 et en tout état de cause au plus tard en 2016 en application du droit turc,
- jusqu'au 19 juin 2013, en application du droit français .

Or, ils n'ont introduit la présente action que le 19 juillet 2021, soit plus de respectivement 17 et 8 ans après que leur droit d'agir ne se soit éteint.

Il ressort de l'ensemble de ce qui précède que l'action en responsabilité délictuelle des Demandeurs est manifestement prescrite et donc irrecevable.

100. En conséquence, l'action en responsabilité civile délictuelle des Demandeurs ne pourra qu'être déclarée irrecevable pour cause de prescription.

Il plaira à Madame ou Monsieur le Juge de la Mise en État le dire et juger.

C. A TITRE INFINIMENT SUBSIDIAIRE, SUR LE DEFAUT D'INTERET LEGITIME A AGIR DES CONSORTS UZAN

101. Après un bref rappel des principes juridiques applicables (1), il sera démontré que Messieurs UZAN ne disposent d'aucun **intérêt légitime** à soutenir que la société MOTOROLA aurait engagé sa responsabilité délictuelle à leur égard (2).

1. Bref rappel sur la notion d'intérêt légitime

102. L'article 31 du Code de procédure civile subordonne la recevabilité d'une action à la preuve d'un intérêt notamment légitime en disposant que « *l'action est ouverte à tous ceux qui ont un intérêt **légitime** au succès ou au rejet d'une prétention* ».

L'intérêt **légitime** à agir se distingue du simple intérêt à agir d'un plaideur en ce que ce premier suppose que l'atteinte dont il se prévaut n'ait pas elle-même été causée par un comportement, une situation ou des antécédents illicites commis par ce dernier. Il lui impose également d'agir de manière loyale en s'abstenant d'adopter un comportement incohérent et contradictoire.

La doctrine a d'ailleurs très tôt défini les contours de cette notion, sans la confondre avec l'intérêt à agir ou le principe de l'estoppel (a), permettant ainsi à la jurisprudence d'en fournir des exemples précis (b).

a) Sur la notion d'intérêt légitime

103. La notion d'intérêt légitime s'apprécie tant au regard du comportement du titulaire de l'action (i) que du caractère licite de sa situation juridique (ii).

i. Sur le comportement du titulaire de l'action

104. Aux termes d'un article consacré à la « **légitimité de l'intérêt à agir** », l'éminent Professeur Guillaume WICKER a considéré que « *dans un souci de cohérence de l'ordre juridique (...) il était permis de penser qu'une contradiction implique que son auteur est illégitime à agir* »⁷⁵.

Selon ce Professeur, la légitimité de l'intérêt à agir peut alors faire l'objet d'un contrôle au regard des antécédents notamment procéduraux des plaideurs.

En effet, « *qu'il tende à assurer la cohérence de l'ordre juridique ou à imposer la cohérence des comportements, l'examen des antécédents de la demande (...) apparait comme le moyen de **contrôler la légitimité d'une prétention*** »⁷⁶.

Or, dès lors qu'une prétention ou une action est « *en contradiction avec un comportement antérieur de son titulaire* »⁷⁷, celle-ci doit nécessairement être jugée comme étant illégitime.

Et pour cause, « *dans la mesure où [le plaideur] a de son seul fait créé une situation sur laquelle des tiers (...) ont pu fonder une prévision, il doit lui être interdit de renier son premier parti à leur détriment. Il serait ainsi **illégitime qu'il puisse invoquer un intérêt actuel afin de remettre en cause une situation antérieure qu'il avait alors jugée conforme à son intérêt*** »⁷⁸.

C'est d'ailleurs en application de ce principe, qu'il a été jugé « *qu'un plaideur ne pouvait agir en justice pour faire reconnaître en France une situation juridique qui était en contradiction avec une situation juridique créée à l'étranger par le demandeur* »⁷⁹.

105. Cette analyse de la notion d'intérêt légitime comme moyen de sanctionner le comportement incohérent et contradictoire d'un plaideur est partagée par bon nombre d'auteurs.

En effet, ces derniers s'accordent à considérer que « *l'autocontradiction du plaideur remettrait en cause le **caractère légitime de l'intérêt à agir**, sinon son existence même* »⁸⁰ ou encore que « *l'irrecevabilité d'une prétention formulée en contradiction avec de précédentes déclarations caractériserait le défaut d'intérêt légitime* »⁸¹.

On relèvera également que le Professeur GUINCHARD voit « *poindre en droit français une technique d'irrecevabilité fondée sur l'idée plus générale de loyauté dans le pouvoir d'agir en justice. Il ne serait pas anormal d'y voir alors une nouvelle fin de non-recevoir* »⁸².

⁷⁵ G. Wicker, *La légitimité de l'intérêt à agir*, Mel en l'honneur d'Yves Serra, « *Etudes sur le droit de la concurrence et quelques thèmes fondamentaux* », Dalloz.

⁷⁶ G. Wicker, *La légitimité de l'intérêt à agir*, Mel en l'honneur d'Yves Serra, « *Etudes sur le droit de la concurrence et quelques thèmes fondamentaux* », Dalloz.

⁷⁷ G. Wicker, *La légitimité de l'intérêt à agir*, Mel en l'honneur d'Yves Serra, « *Etudes sur le droit de la concurrence et quelques thèmes fondamentaux* », Dalloz.

⁷⁸ G. Wicker, *La légitimité de l'intérêt à agir*, Mel en l'honneur d'Yves Serra, « *Etudes sur le droit de la concurrence et quelques thèmes fondamentaux* », Dalloz.

⁷⁹ G. Wicker, *La légitimité de l'intérêt à agir*, Mel en l'honneur d'Yves Serra, « *Etudes sur le droit de la concurrence et quelques thèmes fondamentaux* », Dalloz.

⁸⁰ O. Baldes, *L'estoppel ou l'approche renouvelée des systèmes d'interdiction de l'autocontradiction en procédure civile*, Procédures n°3, Mars 2013, étude 5

⁸¹ G. Couchez et X. Lagarde, *Procédure civile*, Sirey, 16e éd., 2011, n° 152

⁸² M. Ramon, *L'abus du droit d'action dans les litiges internationaux*, JCP G n° 38, 20 Septembre 2000, doct. 256

106. On citera enfin un avis rendu par l'Avocat Général de la Cour de cassation dans une affaire Sédéa Electronique, dans laquelle cette société n'avait eu de cesse de présenter des prétentions contradictoires.

A cet égard, l'Avocat Général a estimé qu'il apparaissait que « *du fait de ses prétentions contradictoires, (...), la société n'avait plus d'intérêt légitime au succès de ses prétentions au sens de l'article 31 du Code de procédure civile* »⁸³.

Il s'ensuit que le comportement procédural d'une partie qui soutient tout et son contraire ne lui permet plus de bénéficier d'un intérêt légitime à agir, au sens de l'article 31 du Code de procédure civile.

Il en va de la loyauté des débats que le Juge est d'ailleurs tenu de « *respecter et de faire respecter* »⁸⁴.

107. Sensible aux définitions de l'intérêt légitime proposées par la doctrine, la jurisprudence a eu l'occasion d'en faire application à maintes reprises.

Ainsi, la Cour de cassation a-t-elle sanctionné par une fin de non-recevoir tirée du défaut d'intérêt légitime à agir le fait pour une partie d'invoquer l'inopposabilité en France d'une décision judiciaire étrangère rendue sur sa propre demande⁸⁵.

De même, par un arrêt du 21 octobre 2010, cette même Cour a cassé un arrêt d'appel ayant déclaré l'action d'une association recevable alors qu'en « *statuant ainsi, par des motifs insusceptibles de caractériser l'intérêt légitime de l'association à intervenir à une expertise puis à en solliciter l'interruption, la Cour d'appel a violé [les articles 31 et 122 du Code de procédure civile]* »⁸⁶.

108. Telle est également la position des juridictions d'appel.

En effet, plusieurs Cours d'appel ont déjà admis qu'une partie ne justifiait pas d'un intérêt légitime compte tenu du comportement incohérent et contradictoire qu'elle avait adopté.

Ainsi, à l'égard d'une partie qui sollicitait l'exécution de droits attachés à la détention de parts sociales dont elle n'était plus propriétaire, la Cour d'appel d'Agen a estimé que son « *action était dénuée de légitimité* »⁸⁷ au sens de l'article 31 du Code de procédure civile.

De même, la Cour d'appel de Colmar a-t-elle considéré qu'un plaideur était « *dépourvu d'un intérêt légitime (...)* visant à établir la fausseté du désistement de son action », alors qu'il n'avait jamais contesté une lettre par laquelle il s'estimait pleinement rempli de ses droits dans le cadre de la même affaire⁸⁸.

ii. Sur la situation juridique du titulaire de l'action

109. De plus, le défaut de légitimité de l'intérêt à agir du demandeur réclamant une indemnisation s'apprécie à la lumière du caractère illicite de sa situation juridique.

⁸³ Avis de Monsieur De Gouttes, Premier Avocat Général, Bulletin d'information de la Cour de cassation, 15 avril 2009.

⁸⁴ Cass. civ. 1^{ère}, 7 juin 2005, n°05-60.044

⁸⁵ Cass. civ. 1^{ère}, 19 janvier 1983, n° 81-16.159 ; Cass. civ. 1^{ère}, 14 février 1990, n°88-16.395

⁸⁶ Cass. civ. 2^{ème}, 21 octobre 2010, n° 09-65.265

⁸⁷ CA Agen, 24 janvier 2011, n°09/01367

⁸⁸ CA Colmar, 9 juin 2011, n°10/01573

En effet, comme a pu le relever la doctrine, « *il serait choquant d'admettre la réparation de dommages subis à l'occasion d'activités ou de situations illicites ou par des victimes jugées moralement indignes de recevoir une indemnisation* »⁸⁹.

A cet égard, la Cour de cassation a jugé, dans le cadre de deux affaires distinctes, que « *le déposant de marques et enseignes contraires à l'ordre public et propres à tromper le public, qui se prétend victime de l'imitation desdites marques, ne justifie pas d'un intérêt légitime juridiquement protégé, lui permettant de se prévaloir (...) de l'article 1382 du Code civil* »⁹⁰ de même que la victime exerçant une activité illicite « *ne peut se prévaloir d'un intérêt juridique légitimement protégé* » et « *ne peut agir en réparation* »⁹¹.

Plus récemment, aux termes d'un arrêt du 22 janvier 2014, la Haute Juridiction a confirmé l'arrêt d'appel ayant retenu la qualification d'escroquerie et jugé que « *si l'exercice d'une action en justice constitue un droit, son utilisation, hors le dessein de faire assurer ou protéger un droit légitime et après qu'un intérêt à agir eut été artificiellement créé dans le seul but d'obtenir le versement de sommes au titre d'une transaction, constitue une manœuvre déterminante de la remise des fonds* »⁹².

2. En l'espèce, sur l'absence de tout intérêt légitime à agir des Consorts UZAN

- 110.** En l'espèce, Messieurs UZAN considèrent que la vente, au cours de l'année 2005, des actifs des Sociétés turques dans lesquelles ils détenaient des parts de capital ou de droit de vote leur aurait causé un préjudice qu'ils évaluent arbitrairement à un montant astronomique de 68 milliards USD (!).

Ce faisant, ils ne craignent pas d'assigner devant le Tribunal de céans plus de 50 défendeurs, dont la société MOTOROLA, aux fins de tenter d'engager leur responsabilité civile délictuelle sur le fondement de l'article 1240 du Code civil.

Cependant, cette action introduite de manière parfaitement opportune est dépourvue de tout intérêt légitime compte tenu de la situation juridique illicite dans laquelle ils se trouvent à l'égard de la concluyente, d'une part, et des multiples contradictions qui affectent leurs propos, d'autre part.

- 111.** En effet, **en premier lieu**, il est bien évident que la présente action découle initialement de la créance que détient la société MOTOROLA à leur endroit.

Sans créance de la société MOTOROLA à leur encontre, aucune action similaire à la présente instance n'aurait été engagée dans la mesure où ce que Messieurs UZAN reprochent à la concluyente est de s'être prétendument frauduleusement alliée avec TMSF pour tenter de saisir leurs actifs.

Or, si depuis 2003, la société MOTOROLA tente de procéder à la saisie d'actifs appartenant aux Consorts UZAN, c'est précisément parce que ces derniers ont lourdement été condamnés par les juridictions américaines à lui verser une somme totale de plus de 3 milliards USD à titre de dommages et intérêts, laquelle n'a pas encore été totalement recouvrée, un solde de 1,326 milliards USD restant encore dû à ce jour (**Pièce n°46**).

⁸⁹ RTD Civ. 2002, p. 306 : Préjudice des victimes en situation illicite : serait-ce la fin des hésitations ?, P. Jourdain

⁹⁰ Cass. com., 28 juin 1976, n° 75-10.193, Bull. IV, n°217

⁹¹ Cass. com., 1 juin 1993, n° 91-19.519 : « *Attendu qu'il est encore fait grief à l'arrêt d'avoir accueilli la demande de la société PFG, alors, selon le pourvoi, qu'en cas d'exercice d'une activité illicite, la victime, qui ne peut se prévaloir d'un intérêt juridique légitimement protégé, ne peut agir en réparation; d'où il suit qu'en statuant comme ils l'ont fait, sans rechercher si le dommage invoqué par les Pompes funèbres générales provenait ou non d'une activité licite du point de vue du droit de la concurrence, les juges du fond ont privé leur décision de base légale* ».

⁹² Cass. crim., 22 janvier 2014, n°12-88.042

On rappellera en effet que la Famille UZAN et Messieurs UZAN, plus particulièrement, ont commis une « *énorme fraude* » au préjudice de la société MOTOROLA, en détournant « *plus d'un milliard de dollars de l'argent [de la société MOTOROLA] pour les mettre dans sa propre poche et dans les coffres d'autres entités sous son contrôle* » (*Pièce n°4b, p. 12*).

Ils ont commis une série de graves malversations au détriment de la concluyente, lesquelles ont notamment consisté en :

- un détournement frauduleux de la majeure partie des fonds accordés à la société TELSİM par la société MOTOROLA au titre des Prêts⁹³ :
 - à des fins personnelles en vue de financer l'acquisition d'avions privés, de yachts, d'hélicoptères et d'appartements de luxe d'une valeur de plusieurs millions de dollars à New-York et partout ailleurs ;
 - vers d'autres entités sous le contrôle de la Famille UZAN afin de financer son empire économique ;
- la fourniture de fausses informations financières sur la santé économique de la société TELSİM afin d'obtenir plusieurs augmentations du montant des Prêts ;
- de nombreuses fausses déclarations concernant les biens prétendument affectés par la société TELSİM en garantie de la créance de la société MOTOROLA dans le but de leurrer cette dernière et de lui apporter « *une fausse impression de sécurité* » ;
- la dilution intentionnelle et frauduleuse de la valeur des biens précités, trompant délibérément la société MOTOROLA tout en prétendant dans le même temps négocier avec elle le remboursement des Prêts de la société TELSİM ;
- le dépôt de fausses accusations criminelles à l'encontre de cadres supérieurs de la société MOTOROLA.

L'attitude profondément frauduleuse de Messieurs UZAN s'est également manifestée envers la *District Court*⁹⁴, en particulier par la violation, à maintes reprises, de ses ordonnances et l'obtention délibérée, par l'aide de tiers de connivence, d'injonctions délivrées par des Tribunaux turcs tendant à les mettre en échec.

Ce faisant, les Consorts UZAN se sont rendus coupables d'outrage civil à l'égard de la *District Court*, cet outrage ayant également été caractérisé dans le cadre de procédures étrangères, notamment anglaise⁹⁵.

Ainsi, la *District Court*, ayant relevé une « **série presque interminable de mensonges, de menaces et de fourberies** »⁹⁶ venant des membres de la Famille UZAN, n'a pu que constater les « *éléments de preuve accablants de la faute* » et juger que :

⁹³ Voir notamment Pièce n°4b, p. 48 « *les documents de la banque UBS montrent que la famille Uzan contrôlait collectivement les fonds présents à la fois sur leurs comptes personnels et sur les comptes d'entreprise des différentes sociétés contrôlées par la Famille Uzan, ce qui leur donnait toute latitude pour détourner des fonds d'une entité à une autre, ainsi qu'au crédit de leurs comptes personnels* ».

⁹⁴ Pièce n°4b, p. 25 : « *leurs incohérences, leurs omissions, leurs fausses déclarations et leurs dénouements tactiques, ont continué leur fraude devant même le tribunal* ».

⁹⁵ Pièce n°4b, p. 75 : « *A plusieurs reprises, les défendeurs ont induit en erreur les tribunaux responsables des poursuites annexes sur les territoires étrangers, dans le but d'interférer avec l'administration de la justice de ces tribunaux* ».

⁹⁶ Pièce n°4b, p. 12

*« la motivation du plan des défendeurs n'est pas difficile à comprendre : **s'enrichir aux dépens de [MOTOROLA]**. Plus particulièrement, la Famille Uzan, établissant un empire économique diversifié (...) **a décelé une grande opportunité avec les prêts accordés par [MOTOROLA] à Telsim afin d'amasser d'importantes sommes sous leur contrôle, puis les détourner à leur gré, que ce soit pour renforcer d'autres entreprises éloignées ou tout simplement pour blanchir des fonds dans leurs propres poches** » (Pièce n°4b, p. 67).*

En conséquence, il résulte de ce qui précède que l'atteinte dont se prévalent Messieurs UZAN, à savoir une tentative de collusion frauduleuse visant à saisir leurs actifs, a initialement pour origine une situation profondément illicite, par laquelle ces derniers ont détourné plusieurs milliards de dollars à des fins purement personnelles.

Sans un tel détournement massif et frauduleux au détriment de la société MOTOROLA, cette dernière n'aurait jamais cherché à saisir le moindre de leurs actifs.

Or, comme l'explique parfaitement le Professeur WICKER, *« la cohérence de l'ordre juridique serait atteinte si celui qui a constitué une situation en violation de règles impératives pouvait ensuite demander au juge d'en déduire des effets de droit. Pour la même raison, nul ne devrait avoir à accepter un débat judiciaire engagé à la demande de celui qui, par sa faute ou son indignité, est à l'origine de la situation litigieuse »*⁹⁷.

Tel est très exactement le cas en l'espèce.

L'illicéité des agissements des Consorts UZAN constitue l'origine même de la présente action dès lors que la saisie des actifs dont ils se prétendent dépossédés n'est que la conséquence juridique du détournement fautif et frauduleux auquel ils se sont livrés au détriment de la société MOTOROLA.

En conséquence, les Demandeurs sont dépourvus de tout intérêt légitime à réclamer une quelconque indemnisation à l'encontre de la société MOTOROLA alors même que les prétendus manquements qu'ils lui opposent ne sont que la conséquence de leurs propres fautes, de la propre situation illicite dans laquelle ils se sont eux-mêmes placés.

- 112.** On ajoutera, à toutes fins utiles, qu'une simple lecture de l'assignation suffit à relever les nombreuses contradictions des propos des Consorts UZAN, lesquelles démontrent que leur action opportuniste ne repose, de plus fort, sur aucun intérêt légitime.

En effet, ceux-ci exposent que *« **TMSF au travers de TELSIM avait critiqué les créances de MOTOROLA car celle-ci avait fait fixer deux fois en Justice une même créance indemnitaire et que la "solidarité" entre les deux dettes émanant d'une même créance indemnitaire soumise au droit suisse entraîne, par mécanisme d'extinction corrélative, une compensation de dettes connexes** »* (Assignation, §100).

Or, force est de constater que quelques paragraphes plus loin, ils affirment exactement le contraire !

Ils indiquent en effet que *« pour sa part, **TELSIM (alors entièrement contrôlée par TMSF) n'a jamais contesté la violation du principe de solidarité par MOTOROLA dans sa poursuite à l'étranger du recouvrement des condamnations résultant de son jugement américain** »* (Assignation, §111).

⁹⁷ G. Wicker, *La légitimité de l'intérêt à agir*, Mel en l'honneur d'Yves Serra, « *Etudes sur le droit de la concurrence et quelques thèmes fondamentaux* », Dalloz

Ainsi, avec à peine 10 paragraphes d'écart, Messieurs UZAN prétendent tout à la fois que la société TELSİM, sous contrôle de TMSF, aurait contesté et en même temps, admis les créances de la société MOTOROLA sur le fondement du même principe de solidarité.

Il ne fait nul doute que de tels propos antinomiques au sein du même acte de procédure ne sauraient prospérer sous la plume de Demandeurs justifiant d'un intérêt légitime à agir.

- 113.** De plus, ils ne craignent pas d'adopter un comportement parfaitement incompatible avec les moyens qu'ils invoquaient dans le cadre de précédentes instances.

En effet, tout au long de leur assignation, ils n'ont cessé de soutenir que sur la base du Jugement US de 2003, la société MOTOROLA « **pouvait entreprendre toutes les mesures de recouvrement contre les actifs de chaque membre de la famille UZAN, y compris leurs participations/actions dans les diverses Sociétés** » (Assignation, §92).

Pourtant, telle n'était absolument pas la position qu'ils défendaient dans le cadre d'une autre procédure qu'ils ont diligentée à l'encontre de la société MOTOROLA.

En effet, dans le cadre d'une instance distincte actuellement pendante devant le Tribunal de céans, les Consorts UZAN l'ont assignée sur le fondement de prétendus abus de droit qu'elle aurait commis à raison de ses tentatives d'exécution sur le territoire français du Jugement US de 2003 (**Pièce n°21**).

A cet égard, la synthèse de leurs demandes est particulièrement éloquente :

*« Au mépris intentionnel du droit applicable et en trompant sciemment toutes les juridictions saisies par la dissimulation du principe de solidarité et de ses effets, MOTOROLA a mis en œuvre, dans le monde entier, de très nombreuses actions judiciaires et extrajudiciaires **contre les membres de la famille UZAN en recouvrement de ladite créance délictuelle, sur laquelle elle avait perdu tous ses droits, et qui de surcroît était éteinte.***

*MOTOROLA, **qui ne pouvait pas se méprendre sur la portée de ses droits, a agi en parfaite connaissance de cause, et a donc manifestement commis un très grave abus de droit.***

*Les **membres de la famille UZAN** ont ainsi entendu saisir le Tribunal judiciaire de Paris afin d'obtenir la **cessation immédiate de ce comportement gravement fautif**, sous astreinte, ainsi que la réparation des préjudices subis ».*

Ainsi, alors même qu'ils ont, dans le cadre de cette procédure, considéré que les tentatives de recouvrement de la société MOTOROLA contre les membres de la Famille UZAN pris individuellement constituaient un abus de droit de la part de la concluante, ceux-ci reconnaissent désormais que cette dernière avait la possibilité d'entreprendre de telles mesures.

Il s'ensuit que les Demandeurs adoptent des positions manifestement contradictoires et incompatibles entre elles, lesquelles fluctuent de manière opportune au gré des procédures pour les seuls besoins de la cause.

Dans ces conditions, ces sérieuses incohérences privent l'action de Messieurs UZAN de tout intérêt légitime.

- 114.** Enfin, il convient de tenir compte de la situation juridique particulière de Monsieur Murat Hakan UZAN, lequel use de multiples identités d'emprunt.

En effet, comme il a été précédemment exposé, celui-ci dispose de plusieurs papiers d'identité étrangers (notamment, jordaniens, espagnols, norvégiens, guatémaltèques, bulgares et moldaves) sous près de 10 noms différents (en particulier, Moustafa Daoud Maher Al Kurdi, Jose Luis Sierra Lopez, Georgi Dimitrov Georgiev, David Johnsen) et détient plusieurs cartes professionnelles relevant de corps de métiers totalement distincts (journaliste, vendeur).

Compte tenu de ces éléments, il apparaît que ce dernier disposerait donc d'une variété d'identités sans le moindre lien entre elles, révélant ainsi leur caractère nécessairement factice.

De telles circonstances sont de nature à renforcer l'existence d'une situation juridique illicite faisant obstacle à un intérêt juridique légitimement protégé.

- 115. En conséquence, au regard de la situation juridique illicite dans laquelle se trouvent les Consorts UZAN ainsi que de leur comportement procédural manifestement incohérent et contradictoire au détriment de la société MOTOROLA, ceux-ci sont purement et simplement dénués de tout intérêt légitime à agir.**

Ce défaut d'intérêt constitue une fin de non-recevoir, sanctionnée par l'irrecevabilité de leur action en application des dispositions de l'article 122 du Code de procédure civile.

Il plaira Madame ou Monsieur le Juge de la Mise en État le dire et juger et déclarer irrecevable l'action en responsabilité délictuelle qu'ils ont engagée.

* * *

- 116. Enfin, la société MOTOROLA a été contrainte d'exposer des frais irrépétibles qu'il serait inéquitable de laisser à sa charge.**

En conséquence, il plaira à Madame ou Monsieur le Juge de la Mise en État condamner solidairement Messieurs Murat Hakan et Cem UZAN à payer à la société MOTOROLA une somme de 100.000 euros chacun, soit 200.000 euros au total au titre de l'article 700 du Code de procédure civile, ainsi qu'aux entiers dépens de l'instance.

* * *

PAR CES MOTIFS

*Vu le Règlement européen n° 1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale,
Vu les articles 31, 42, 46, 74 et 122 du Code de procédure civile,
Vu les articles 14 et 2224 du Code civil,*

Il est demandé à Madame ou Monsieur le Juge de la Mise en État du Tribunal Judiciaire de Paris de :

A TITRE PRINCIPAL :

- **JUGER** que les critères de rattachement des articles 42 alinéa 3 et 46 du Code de procédure civile ne sont pas remplis de sorte que les juridictions françaises ne sont pas compétentes pour connaître de l'action des Consorts UZAN ;
- **JUGER** que les juridictions françaises ne sont pas compétentes en vertu de l'article 14 du Code civil, les Demandeurs n'étant ni de nationalité française ni domiciliés sur le territoire français ;

En conséquence,

- **JUGER** que le Tribunal Judiciaire de Paris est incompétent pour connaître de l'action en responsabilité délictuelle des Consorts UZAN ;

A TITRE SUBSIDIAIRE :

- **JUGER** que l'action des Consorts UZAN en responsabilité délictuelle est manifestement prescrite ;

En conséquence,

- **JUGER** irrecevable l'action en responsabilité délictuelle des Consorts UZAN ;

A TITRE INFINIMENT SUBSIDIAIRE :

- **JUGER** que les Consorts UZAN ne justifient pas d'un intérêt légitime à agir ;

En conséquence,

- **JUGER** irrecevable l'action en responsabilité délictuelle des Consorts UZAN ;

EN TOUT ÉTAT DE CAUSE :

- **DEBOUTER** les Consorts UZAN de l'intégralité de leurs demandes, fins et conclusions ;
- **Les CONDAMNER** solidairement à payer à la société MOTOROLA une somme de 100.000 euros chacun, soit 200.000 euros au total, au titre de l'article 700 du Code de procédure civile ;
- **Les CONDAMNER** aux entiers dépens de l'instance, dont distraction au profit de Maître Vanessa BENICHO, Avocat, conformément aux dispositions de l'article 699 du Code de procédure civile.

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DES PIECES COMMUNIQUEES

- Pièce n°1.** Certificat d'immatriculation de la société MOTOROLA SOLUTIONS CREDIT COMPANY
- Pièce n°2.**
- a) Les Échos, « *La chute de l'empire familial turc UZAN* », 21 août 2003
 - b) Le Figaro, « *La cavale Française d'un ex-magnat turc* », 19 octobre 2009
 - c) Les Échos, « *Le fabricant de smartphones de luxe Vertu en très mauvaise posture* », 1^{er} juillet 2017
- Pièce n°3.**
- a) Assignation de la société MOTOROLA signifiée le 28 janvier 2002
 - b) Traduction libre
- Pièce n°4.**
- a) Jugement du Tribunal Fédéral de première instance du District Sud de l'État de New York du 31 juillet 2003
 - b) Traduction assermentée du jugement du Tribunal Fédéral de première instance du District Sud de l'État de New York du 31 juillet 2003
- Pièce n°5.** Décision de la Cour d'appel fédérale du Second Circuit du 22 octobre 2004 et sa traduction
- Pièce n°6.** Décision de la Cour Suprême des États-Unis du 16 mai 2005 et sa traduction
- Pièce n°7.** Jugement de la District Court du 8 février 2006
- Pièce n°8.** Jugement de la District Court du 20 juin 2006
- Pièce n°9.** Sentence arbitrale finale de la Chambre de commerce de Zurich du 13 juin 2005
- Pièce n°10.** Décision circulaire de la Cour Suprême du Canton de Zurich du 27 juin 2005
- Pièce n°11.** Affidavit de Monsieur George R. Calhoun du 13 juillet 2017 et sa traduction
- Pièce n°12.** Traité bilatéral d'investissement conclu entre les États-Unis et la Turquie
- Pièce n°13.** Extrait du site Internet du CIRDI sur l'affaire ARB/04/21
- Pièce n°14.** Contrat de cession de créances du 28 septembre 2005
- Pièce n°15.** Ordonnance du Juge de l'Exécution près le Tribunal de Grande Instance de Paris du 19 décembre 2017
- Pièce n°16.** Ordonnance du Juge de la Mise en État du Tribunal Judiciaire de Paris du 11 décembre 2020
- Pièce n°17.** Arrêt de la Cour d'appel de Paris du 16 avril 2021
- Pièce n°18.** Jugement du Tribunal Judiciaire de Paris du 22 septembre 2021
- Pièce n°19.** Jugement du Tribunal Judiciaire d'Évreux du 12 janvier 2021
- Pièce n°20.** Jugement du Tribunal Judiciaire de Paris du 2 avril 2021
- Pièce n°21.** Extrait de l'assignation introduite de contre la société MOTOROLA sur le fondement de l'abus/fraude

- Pièce n°22.** A/R destinataire inconnu à l'adresse de Cem UZAN
- Pièce n°23.** PV de recherches infructueuses du 16 novembre 2021 (Cem Uzan)
- Pièce n°24.** PV de recherches infructueuses du 9 décembre 2021 (Cem Uzan)
- Pièce n°25.** Extrait Linked In relatif à Cem UZAN
- Pièce n°26.** Courrier de l'étude d'huissier CHERKI & RIGOT du 23 novembre 2021
- Pièce n°27.** PV de saisie attribution à l'encontre de Monsieur Cem UZAN
- Pièce n°28.** « *A conversation with Fanny Blanchelande* », Madlords
- Pièce n°29.** Extrait du site Internet www.fannyblanchelandejewelry.com
- Pièce n°30.** Extrait d'immatriculation de la société FBJ
- Pièce n°31.** Extrait du 4^e affidavit de Sarah Walker sous serment en date du 8 février 2019
- Pièce n°32.** Extrait de la pièce SYW-6 versée au soutien du 4^e affidavit de Sarah Walker
- Pièce n°33.** « *Hakan UZAN en Jordanie sous un pseudonyme* », DOGRUHABER, 28 mars 2013
- Pièce n°34.** Articles de presse relatifs au changement d'identité de Monsieur Murat Hakan UZAN
- Pièce n°35.** Variation order rendue par la Haute Cour de Justice d'Angleterre en date du 7 février 2019
- Pièce n°36.** « *2 Phone Giants in Court to Fight Turkish Family* », THE NEW YORK TIMES, 17 février 2003
- Pièce n°37.** Déclaration d'appel de Monsieur PERKSU
- Pièce n°38.** Extrait des conclusions de Monsieur PERKSU devant le Tribunal Judiciaire de Paris
- Pièce n°39.** PV de saisie-attribution du 4 mars 2021
- Pièce n°40.** PV d'huissier de 2022 (nouvelles saisies sur les comptes de Murat Hakan UZAN)
- Pièce n°41.** Extrait Linked In relatif à Monsieur Murat Hakan UZAN
- Pièce n°42.** « *Le GENÇ PARTI a obtenu le droit de participer aux élections* », OZGUR KOCAELI, 16 octobre 2021
- Pièce n°43.** Programme politique du GENÇ PARTI
- Pièce n°44.** Extrait du compte twitter de Monsieur Cem UZAN et extrait du site Internet du GENÇ PARTI
- Pièce n°45.** Déclaration de Monsieur BULL du 23 août 2006 devant les juridictions américaines
- Pièce n°46.** Calcul des sommes dues par Messieurs UZAN au 15 septembre 2022

Pièce n°47. Article 60 du Code turc des obligations